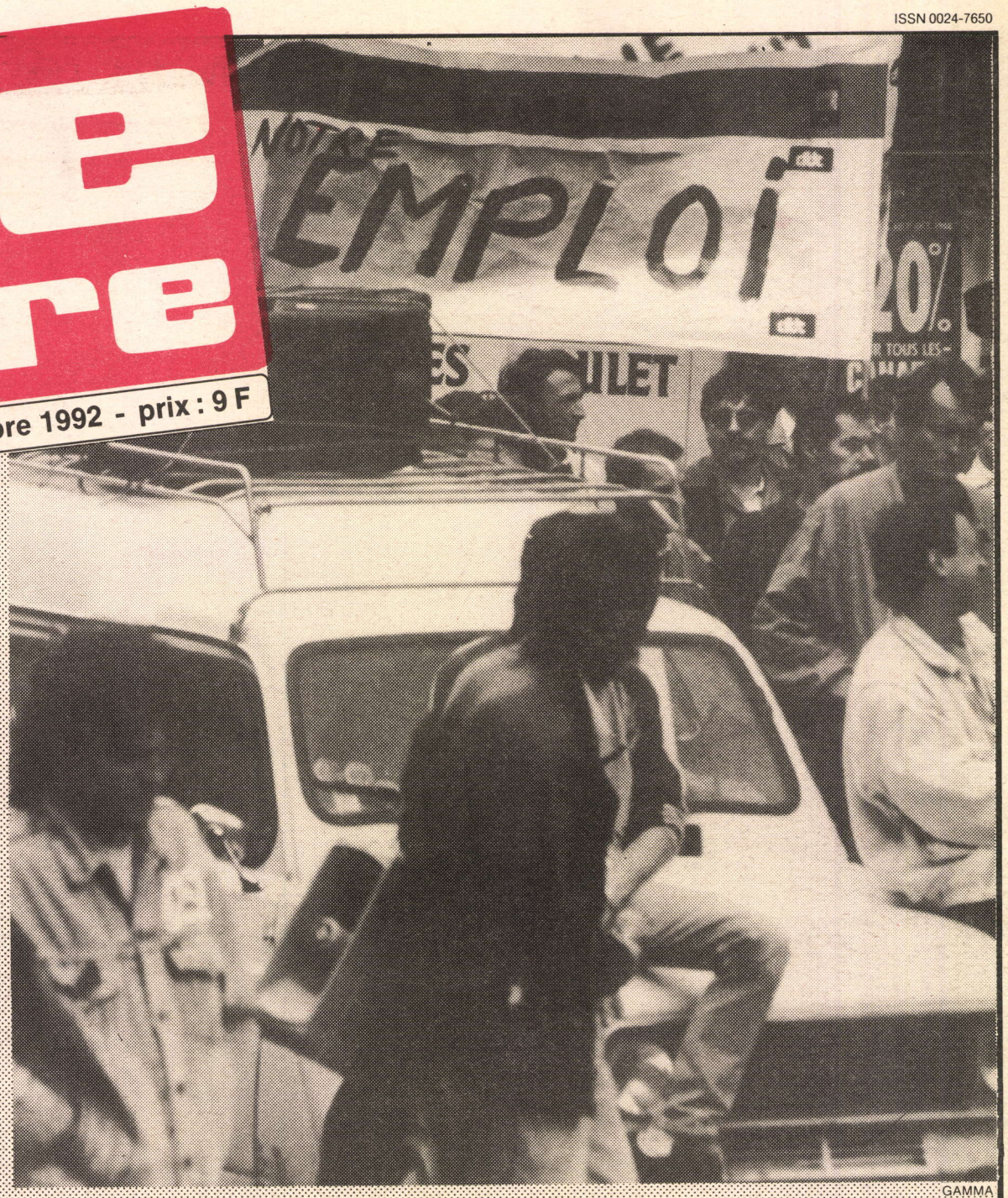
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 266 - 9 octobre 1992 - prix : 9 F

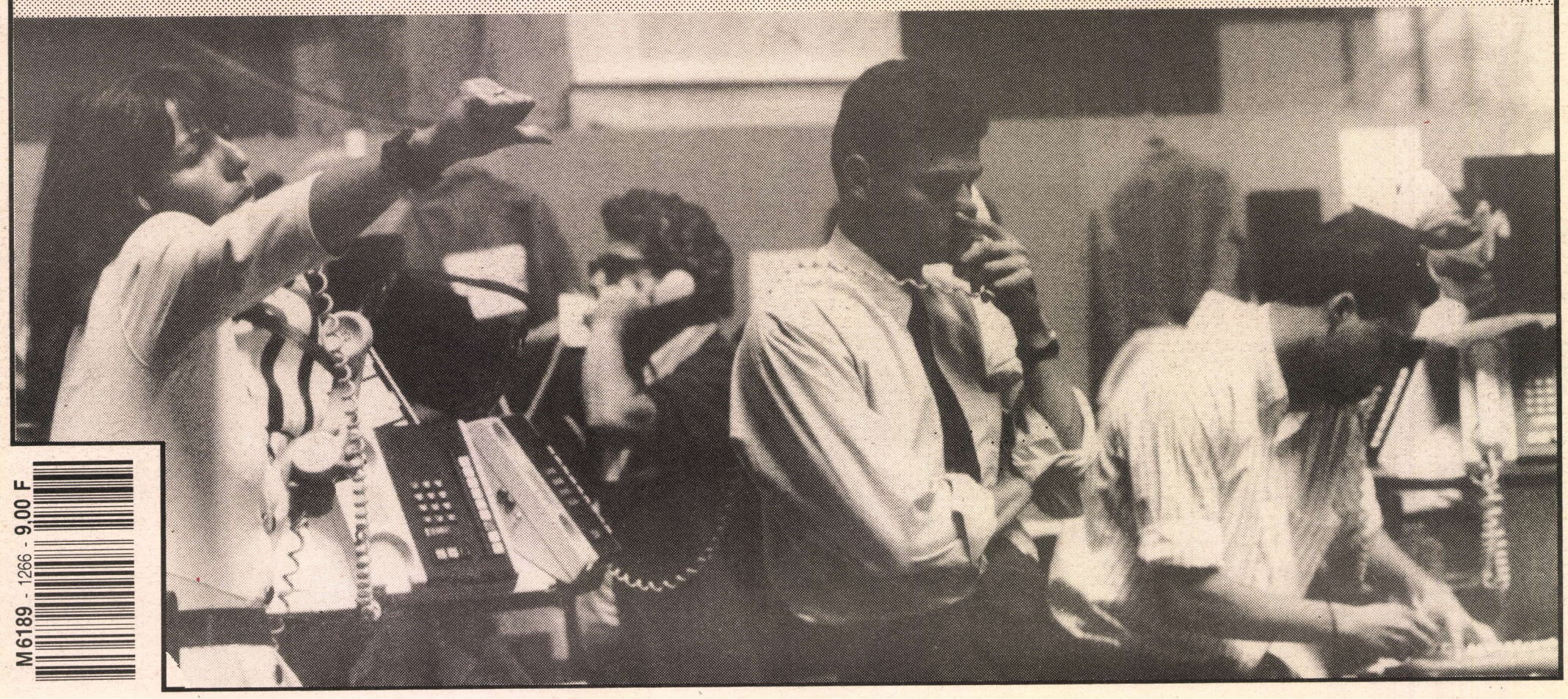


GAMMA

spéculation, crise, licenciements, chômage...

ILS JOUENT L'ÉCONOMIE AU MONOPOLY !

AFP



M 6189 - 1266 - 9,00 F

Spéculation, crise, licenciements, chômage...

ILS JOUENT L'ÉCONOMIE AU MONOPOLY !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Une fois de plus, le système financier mondial est au bord du krach. Des Bourses de Tokyo et New York en passant par Paris, le cours des actions baisse, la spéculation monétaire s'amplifie.

Il y a quelques semaines, on nous disait que c'était la faute du référendum sur le traité de Maastricht et du danger d'un succès du "non". Le "oui" a gagné, et cela n'a rien changé.

Maintenant, on nous livre chaque jour une explication différente. Ce serait la faute de la banque fédérale allemande et de ses taux d'intérêt élevés, ou bien de la candidature de Ross Perot aux Etats-Unis qui mettrait les financiers américains dans l'incertitude, ou de la baisse du chômage dans les statistiques, ou de sa hausse dans la réalité, ou encore de bruits incontrôlables lancés par on ne sait qui, on ne sait où...

Tout cela pourrait prêter à rire, si les agités qui jouent ainsi à chaque instant des milliards au casino des Bourses des valeurs ou de ce qu'on nomme les "marchés financiers" n'influaient pas en même temps sur l'économie mondiale, et donc finalement sur notre sort à tous.

Car la spéculation n'a rien d'un mystère insondable, devant lequel on serait aussi impuissant que devant les caprices de la météorologie. Ce sont des dirigeants d'entreprise, des banquiers, des grands financiers qui disposent de capitaux énormes, fruit du travail de dizaines de millions d'hommes, en fonction du profit qu'ils peuvent en retirer. Mais cette recherche du profit privé, qui serait selon les chantres du système capitaliste le seul moteur possible pour l'économie, n'a pas beaucoup plus de sens qu'un jeu de Monopoly.

Des capitaux énormes sont déplacés d'un pays à l'autre sur une simple rumeur de dévaluation, ou pour profiter d'une différence d'un demi-point de taux d'intérêt entre telle et telle place financière. Pour les acteurs de ces opérations, cela peut représenter en quelques heures des bénéfices fabuleux. Mais cela n'entraîne rien d'utile pour les populations, bien au contraire.

Les capitaux utilisés dans ces spéculations financières sont détournés de la production de biens utiles à tous. Le profit est plus vite gagné, et avec moins de risques, en jouant sur la dévaluation des monnaies ou sur les dettes des Etats, que sur la construction d'habitations populaires ou sur la production de biens de consommation pour tous ceux qui sont démunis et qui pourraient sortir de la misère si des investissements suffisants permettaient une large augmentation de la productivité et une production à bas prix. On ne veut pas produire beaucoup à bas prix, on ne veut pas investir pour cela.

On a désinvesti, fermé des entreprises et licencié en masse, et on continue de le faire, pour diriger les capitaux vers la pure spéculation immobilière ou financière.

On nous dit aujourd'hui que, pour que l'économie reparte, il faudrait que les capitalistes puissent tabler sur la reprise et sur l'expansion, et sortir de "l'incertitude". Mais quelle incertitude ? Est-ce que le capitalisme est en danger d'être renversé ? Est-ce que c'est la compétition électorale entre Clinton et Bush aux Etats-Unis qui donne des sueurs froides aux capitalistes, à l'idée qu'un des deux candidats ne défendrait pas assez leurs intérêts ? Ou est-ce le fait de ne pas savoir quel sera le gouvernement en France dans six mois qui les plonge dans l'inquiétude, alors que depuis onze ans on a pu vérifier à quel point la politique de la gauche est similaire à celle de la droite, dans la servilité à l'égard des riches ? A d'autres !

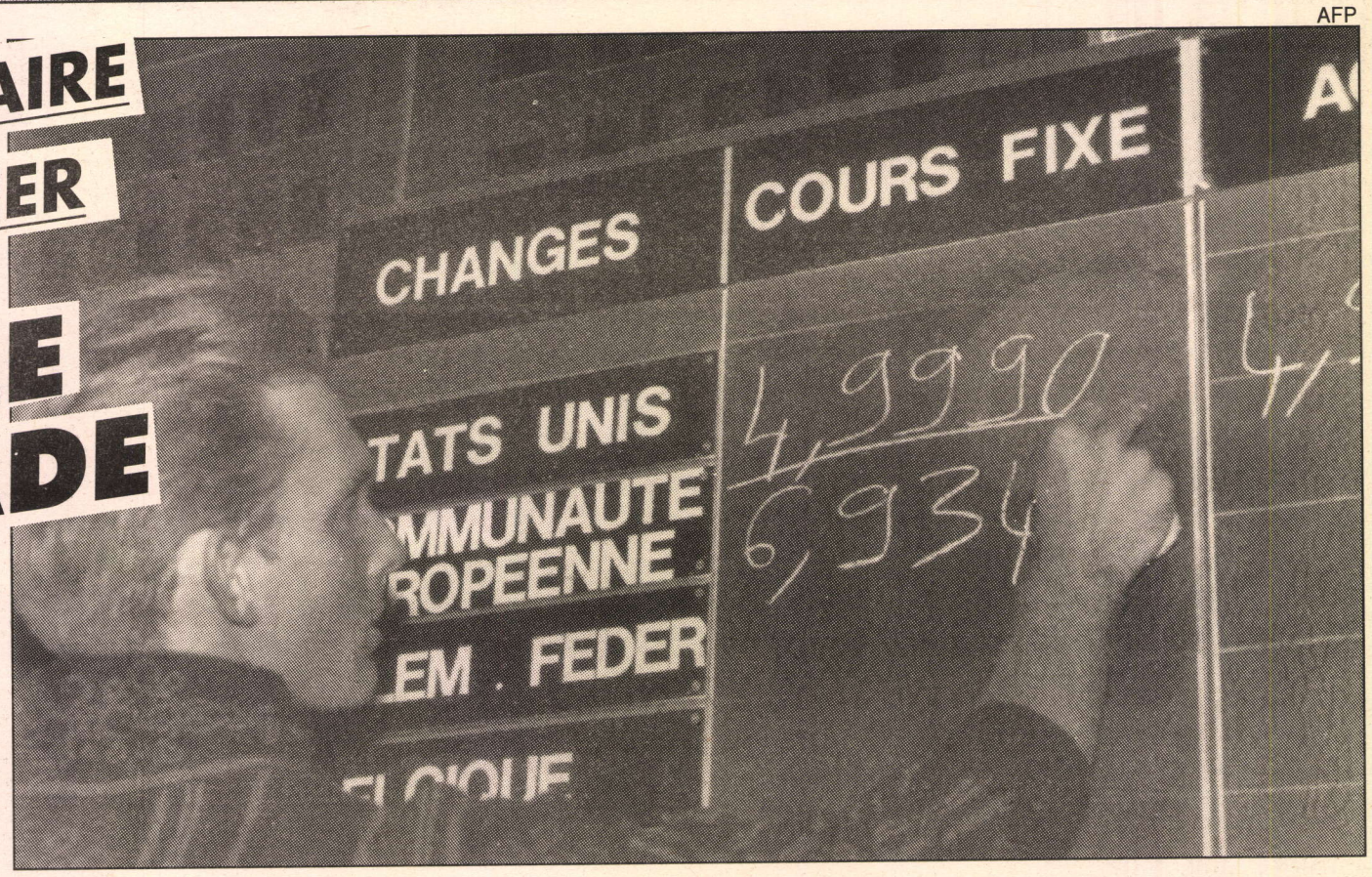
On nous l'a assez dit, depuis des mois, que le système capitaliste aurait définitivement vaincu, ne pourrait être remplacé par aucun autre et serait finalement le meilleur possible pour l'humanité.

Alors, si incertitude il y a, elle vient du système lui-même. C'est lui qui est en train d'imploser, pour la simple raison que le sort futur de l'économie mondiale, c'est-à-dire en fin de compte de toute l'humanité, ne peut pas se décider comme on joue à la roulette au casino.

Oui, le sort de cinq milliards d'hommes, la fin du sous-développement (quand ce n'est pas de la famine) pour les trois quarts d'entre eux, l'utilisation rationnelle des ressources de la planète dans les années à venir, ne peuvent être laissés à la direction de la poignée de grands financiers et de gouvernants à leur service, qui aujourd'hui s'avouent eux-mêmes incapables de prévoir ce que sera l'économie mondiale dans six mois.

Il faut une planification, une socialisation des ressources à l'échelle mondiale et leur utilisation en fonction des besoins de l'humanité. En un mot, le socialisme, le communisme sont plus que jamais à l'ordre du jour ; faute de quoi le système capitaliste lui-même est en train de démontrer sous nos yeux qu'il pourrait nous plonger dans un abîme sans fond.

AFP



DU KRACH MONÉTAIRE AU KRACH BOURSIER

UN SYSTÈME BIEN MALADE

A peine deux semaines après la vague de spéculation monétaire qui a ébranlé tout le système monétaire européen, au point que sa survie est bel et bien en question, on assiste maintenant à un mini (pour l'instant du moins !) krach boursier accompagné d'une nouvelle vague de spéculation monétaire, contre le franc en particulier.

C'est tout le système financier, malade de la spéculation dans tous les domaines, qui s'enfonce dans la crise et menace de s'effondrer, entraînant toute l'économie mondiale avec lui.

Les capitaux spéculatifs se déplacent

En effet les spéculations s'entretiennent l'une l'autre et aggravent à chaque fois un peu plus la fragilité de tout le système. Par exemple, pour tenter de sauver ce qui restait du système monétaire européen, à savoir la parité entre le franc et le mark, le gouvernement français et la banque de France ont augmenté les taux d'intérêts à court terme de façon à décourager les attaques contre le franc. Du coup ceux qui ont de l'argent disponible ont vite compris que dans l'immédiat le plus rentable est encore de prêter son argent, quitte à se débarrasser rapidement d'autres placements moins rentables, comme les actions par exemple qu'il est facile de vendre sur le champ.

Voilà donc les actions qui se mettent à baisser, de plus de 14 % en deux semaines à la Bourse de Paris, dont 4 % pour la seule journée du 5 octobre, déjà baptisée "lundi noir" car les cours des actions ont aussi chuté sur d'autres places boursières, à Londres, à Francfort, à Madrid... Car partout les taux d'intérêts sont élevés, personne ne croit raisonnablement à une baisse de ces taux dans un avenir prévisible, et de plus bien des économistes affirment que la spéculation a déjà fait monter le cours des actions bien au-delà de leur valeur.

La reprise économique marquant le pas, les taux d'intérêts restant élevés : voilà qui encourage encore les possesseurs de capitaux à se livrer à des opérations financières qui peuvent rapporter bien plus, et plus vite, que les investissements productifs.

Emprunter pour spéculer

Alors, non seulement les capitaux consacrés à la spéculation en tout genre et qui se déplacent de façon incontrôlable en fonction des supposées bonnes occasions continuent à grossir démesurément - et à manquer évidemment au niveau de la production de biens nécessaires aux besoins de la population - mais les spéculateurs n'ont pas encore assez d'argent pour se livrer à leurs petits jeux lucratifs et ils spéculent en bonne partie avec de l'argent emprunté.

Par exemple lorsque il y a encore quelques mois l'immobilier était considéré comme un excellent placement spéculatif, les prix ne cessant pas de grimper, les opérations immobilières ont été réalisées avec de l'argent emprunté à hauteur de 90 % du total ! Alors évidemment le jour où ça ne se vend plus et où les prix commencent à dégringoler, il y a non seulement des particuliers mais surtout des grosses sociétés, d'assurances par exemple, et évidemment les banques qui ont prêté l'argent qui se trouvent en difficulté.

Aujourd'hui tout le système bancaire est fragilisé par l'accumulation des vagues successives de "placements financiers" : parce qu'à chaque fois il faut emprunter encore plus pour couvrir les pertes et emprunter encore pour tenter de se "refaire" dans un nouveau secteur.

Toujours plus d'argent pour spéculer.

L'argent est ainsi aspiré hors de la production, le chômage se développe, la stagnation économique se prolonge. Et plus les soi-disant "investissements" se réduisent à une pure spéculation financière, plus les taux d'intérêts ont tendance à grimper... et à maintenir les capitaux dans la sphère financière plutôt que dans la production où les profits ne pourraient être si rapides, ni si élevés.

Mais évidemment ces profits réalisés dans la spéculation sont artificiels en ce sens qu'ils ne proviennent pas d'une production accrue des richesses mais seulement d'une jonglerie spéculative qui fait grimper les prix artificiellement lorsque ceux qui sont à la recherche de profits se précipitent sur un secteur donné, mais les fait retomber plus brutalement encore quand des masses importantes de capitaux cherchent à se dégager pour se tourner vers un nouveau secteur. Bien souvent l'Etat lui-même doit intervenir pour éponger les difficultés financières de telle ou telle grande entreprise ou de telle ou telle banque, faisant payer la note aux contribuables.

Vers un effondrement de l'économie ?

Chaque nouvelle vague spéculative, loin d'assainir la situation, entretient à son tour la spéculation qui met en jeu des sommes de plus en plus colossales, qui déséquilibre de plus en plus violemment la Bourse, le système monétaire, le système bancaire, la trésorerie des grandes entreprises - engagées jusqu'au cou elles aussi dans la spéculation.

Et c'est pour alimenter cette folle recherche du profit maximum que patrons et gouvernants exigent tant de sacrifices ! Il s'agit de pressurer la population laborieuse pour avoir le maximum de capitaux à jouer au casino de la spéculation internationale. Jusqu'au jour où les Etats, même riches, n'auront plus les moyens de colmater les brèches et où ces savantes combinaisons de prêts, d'emprunts, de "cavalerie" comme on dit dans le jargon financier s'écrouleront en entraînant la faillite de toute l'économie ? C'est bien possible.

Ce système aberrant d'organisation de la société qu'est le capitalisme a prouvé dans le passé combien il est capable de provoquer ce genre de catastrophe. Et ceux qui sont le plus prêts à le défendre tremblent à chaque secousse spéculative tant ils savent que cela n'appartient pas seulement au domaine du passé.

Dominique CHABLIS

Fête de Lutte Ouvrière au Havre
Samedi 10 octobre à partir de 18 h
Salle des fêtes de Bléville

La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky aura lieu :
Vendredi 6 novembre à 20 h 30
Salle de la mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris (Ve)
M° : Maubert Mutualité
Participation aux frais : 20 F

L'exclusion d'un tiers des adhérents de la FEN

VERS UN SYNDICAT... SANS SYNDIQUÉS !

L'exclusion définitive des syndicats de l'enseignement secondaire (SNES) et des professeurs d'éducation physique (SNEP) de la Fédération de l'Education Nationale vient d'être décidée, mardi 6 octobre, par un congrès extraordinaire de la fédération convoqué uniquement pour cela. L'affaire était entendue d'avance puisque cela fait déjà plusieurs mois, en mai dernier, que la direction de la FEN avait décidé cette exclusion.

Mais cette décision avait été cassée par un tribunal estimant que seul un congrès pouvait changer les statuts de la fédération. Qu'à cela ne tienne, les bureaucrates qui dirigent la FEN se sont mis en règle. Même s'il leur a fallu pour être plus sûrs de leur coup préparer ce congrès extraordinaire en trafiquant un peu les mandats, et en excluant au cours de l'été du Syndicat des Instituteurs, tenu par la majorité fédérale, ceux des responsables appartenant aux autres tendances.

La Fédération de l'Education Nationale avait vu, comme la plupart des syndicats, fondre ses effectifs, passant de 450 000 au début des années 1980 à moins de 350 000 aujourd'hui. Mais ce n'est pas cela qui inquiétait les dirigeants de la fédération, appartenant à la tendance "Unité, Indépendance et Démocratie" (UID) animée par le PS, qui viennent d'exclure allègrement près d'un tiers des syndiqués qui leur restaient.

Ce qui les inquiétait était de voir croître, du fait du développement des lycées et collèges, le poids relatif dans la fédération du syndicat des enseignants du second degré, tenu lui par la tendance concurrente "Unité et Action" animée par le PCF, au détriment du Syndicat des Instituteurs (SNI-PEGC) par l'intermédiaire duquel la majorité pro-socialiste dominait jusque-là la fédération.

Car ce qui leur importe est seulement de rester maîtres d'une boutique qui ait ses entrées dans les ministères, ce que le secrétaire général de la FEN appelle passer d'un "syndicalisme d'opposition" dont il ne veut pas à un "syndicalisme de proposition", qui sait approuver ce que fait de bien le ministre, et y collaborer. Et c'est surtout de rester maîtres de ce qui fait l'essentiel de leurs ressources financières et des possibilités de carrières des anciens syndicalistes, les multiples mutuelles liées à la FEN ; ce qu'ils appellent le "syndicalisme de service".

Olivier BELIN

SOISSON, LE HARICOT SAUTEUR

Après tout juste six mois de purgatoire, Jean-Pierre Soisson vient de refaire son entrée au gouvernement en tant que ministre de l'Agriculture. Ancien giscardien, devenu ministre de Chirac, puis barriste, Soisson était devenu ministre de Rocard, au nom de l'"ouverture" du gouvernement socialiste, c'est-à-dire de la recherche d'hommes de droite qui veuillent bien s'allier avec le PS.

Soisson est un homme politique tellement "ouvert" qu'il ne voyait vraiment pas de quoi se sentir gêné d'être soupçonné, il y a six mois, d'avoir été élu à la présidence du Conseil régional de Bourgogne grâce à des voix du Front National. Et il avait refusé de remettre en jeu son poste en refaisant l'élection pour une pareille broutille, comme le lui demandait la chef du gouvernement de l'époque, Edith Cresson, quitte à perdre alors son poste de ministre.

Soisson savait d'ailleurs qu'il ne perdait pas grand-chose. Il connaît bien son monde : la feinte indignation exprimée alors par Cresson, Fabius et quelques autres leaders socialistes ne pouvait pas durer.

Elle n'a en effet pas duré ; pas duré plus de quelques jours chez les élus socialistes de Bourgogne qui se rabibochaient vite avec le nouveau président de leur Conseil régional. Pas duré beaucoup plus en plus haut lieu. Pour que Soisson redevienne ministre, en plus de son nouveau poste de président de région, il suffisait que les dirigeants socialistes attendent que le petit incident ait été oublié du grand public.

Un flirt supposé avec le FN n'est pas péché mortel aux yeux de Bérégovoy.

Un gros coin de parapluie : J.-P. Soisson a parfaitement "rebondi". Il est de nouveau ministre tout en conservant son siège au Conseil régional. Quant à Edith Cresson, elle "pantoufle" dans les affaires comme elle le faisait autrefois.

APRÈS PREMIER MINISTRE, SISIE IMPÉRATRICE ?

Il en est à qui le licenciement profite. Priée d'aller planter ses choux ailleurs il y a 6 mois, Edith Cresson, à qui Bérégovoy a succédé au poste de Premier ministre, est retournée dans les affaires. Elle vient en effet de constituer avec d'autres actionnaires, entre autres les groupes Schneider et Elf Aquitaine, une société de "conseil aux entreprises industrielles" : la SISIE (Service industries, stratégies, international et environnement).

Nul doute qu'Edith Cresson saura utiliser ses nombreuses relations gouvernementales et internationales pour faire fructifier ses affaires et celles de ses nouveaux associés.

Quand elle était Premier ministre, Edith Cresson conduisait déjà une politique au service de grands groupes industriels et financiers auxquels elle était d'ailleurs déjà très liée auparavant. Aujourd'hui, en s'associant avec certains d'entre eux, elle va pouvoir continuer et toucher les dividendes.

Aux chantiers navals de La Ciotat

D'UNE REPRISE À L'AUTRE

Pour la seconde fois en quelques mois, il est question de remise à flots des chantiers navals de La Ciotat - ex-Normed - qui avaient été coulés par suite d'une liquidation judiciaire en février 1989.

Cette fois-ci c'est Bérégovoy, Premier ministre, qui s'adresse au président (socialiste) du Conseil général des Bouches du Rhône, Lucien Weygand, pour lui indiquer qu'il n'est pas opposé à ce qu'il confie, en vertu des pouvoirs que la décentralisation lui accorde, la gestion du domaine maritime public à un repreneur, la Lexmar en l'occurrence. Il rappelle toutefois que les experts ont conclu à la non-viabilité de la construction navale lourde à La Ciotat, et précise que l'Etat ne mettra pas la main au portefeuille pour aider le projet à se réaliser.

La fois précédente où il avait été question de redémarrer les chantiers de La Ciotat, c'était encore avec Bérégovoy, quand il n'était que ministre des Finances. C'était au moment des régionales de mars 1992, Tapie était alors candidat à la présidence du Conseil régional, et Bérégovoy qui voulait donner un coup de pouce à son élection (qui n'a pas eu lieu pour autant), avait autorisé la banque Worms à vendre l'outillage au Conseil général, laissant ainsi planer un espoir de reprise.

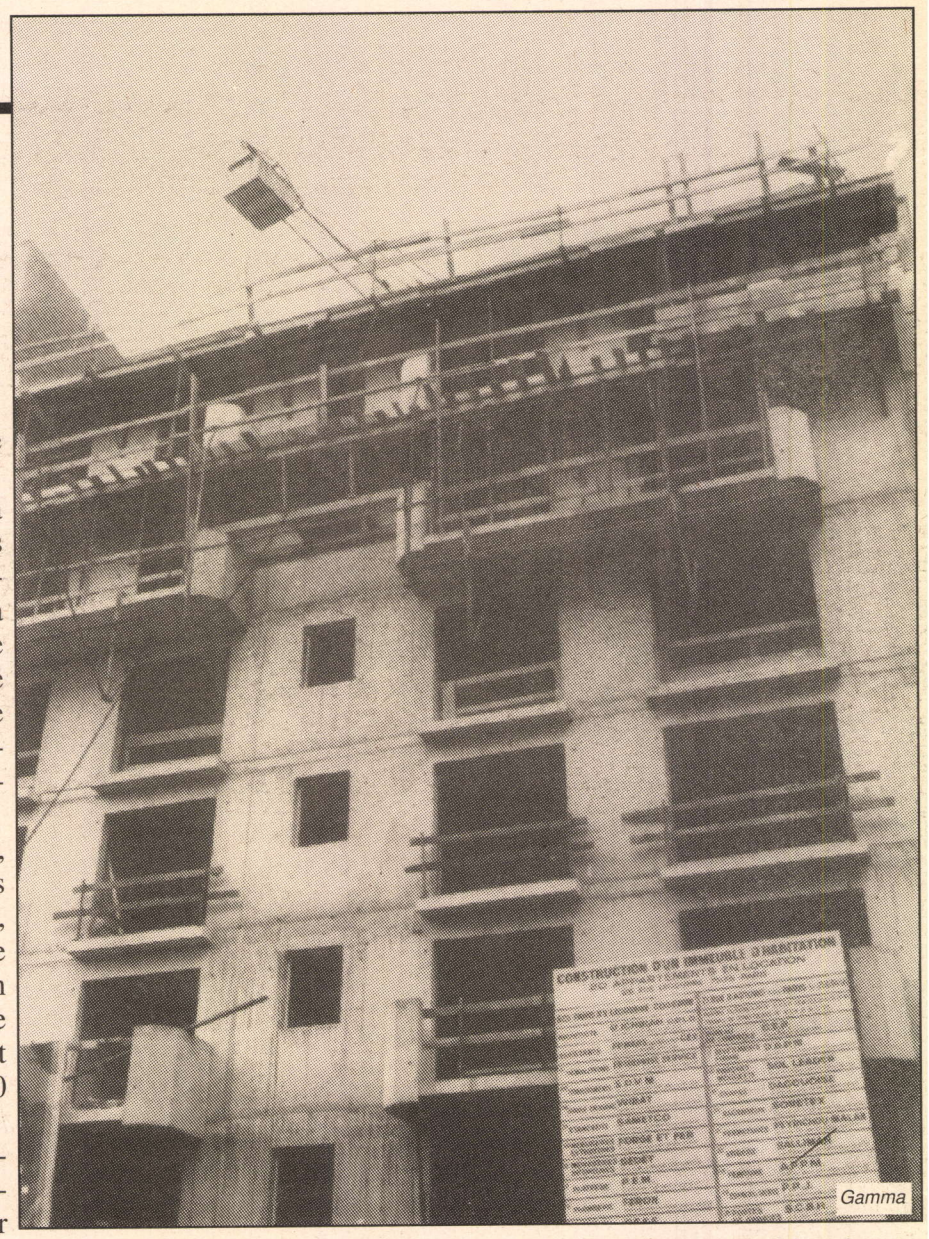
Aujourd'hui l'"autorisation" de Bérégovoy ne semble pas moins "politique" qu'il y a six mois.

La presse souligne qu'elle intervient avant le vote du budget, et qu'il s'agit de gagner la neutralité du Parti Communiste qui compte trois députés dans le département des Bouches du Rhône.

Quand on vous le dit que le gouvernement s'occupe de l'emploi... il cherche au moins à préserver ses ministres d'un chômage immédiat.

LOGEMENT

UN BUDGET QUI PREND SOIN D'ABORD DE CEUX QUI ONT DE L'ARGENT



Gamma

Déductions fiscales pour ceux qui achètent des appartements neufs

Le récent projet de budget a réinscrit une mesure annoncée en mars dernier et supprimée en juillet : la possibilité pour un couple achetant un appartement neuf destiné à être mis en location (à condition de respecter certains plafonds de loyer) de bénéficier d'un avantage fiscal accru : pouvoir défalquer de ses impôts non pas 60 000 F comme par le passé mais 120 000 F.

Depuis que la crise de l'immobilier est devenue patente, ce secteur, celui du locatif neuf intermédiaire (destiné à des ménages disposant de revenus moyens), est l'un des rares à connaître un développement. Car c'est un placement possible pour des milieux plus ou moins fortunés qui souhaitent transformer des sommes d'argent en leur possession en patrimoine immobilier futur plutôt que de voir cet argent s'évanouir dans les caisses du fisc.

Autant dire que cette mesure, si elle est par la suite acceptée, sera un cadeau à des couches plutôt aisées, en quête d'astuces fiscales permettant de faire grossir leurs revenus, et par ricochet contribuera à en loger quelques autres comme eux.

En revanche, ce n'est pas cela qui pourra résoudre les difficultés grandissantes à se loger, rencontrées par une grande partie de la population. En ce qui concerne le logement populaire en location, le projet de budget n'envisage que des subventions destinées à réhabiliter une partie du parc HLM existant.

En matière de logements neufs, dont tous d'ailleurs ne sont pas destinés aux travailleurs loin de là, des chiffres récents du ministère de l'Equipement ont montré qu'on ne construira cette année que 240 000 logements, soit un déficit estimé d'au moins 100 à 120 000 logements.

Cela fait protester les promoteurs qui rêvent de dispositifs fiscaux encore plus puissants pour attirer à eux l'argent qui préfère actuellement s'évaporer à la Bourse ou s'investir en SICAV monétaires. Mais c'est surtout rageant pour tous les travailleurs qui trouvent leur logement trop petit pour leur famille ou trop inconfortable parce qu'ancien, et qui ne trouvent pas à se loger à des prix abordables. Et là-dessus, le projet de budget n'est pas bavard !

J.F.

LES TOURS DE COMPTES DES BANQUIERS

Que valent les chiffres publiés par le Crédit Lyonnais et les autres ?

"Le Crédit Lyonnais dans la tourmente", "Le CL croule sous les provisions", "Le Lyonnais plonge au premier semestre". **C'est par ces titres que respectivement les journaux *Le Parisien, La Tribune de L'Expansion* et *Les Echos* du 23 septembre ont annoncé les résultats semestriels de la banque. Quant à *Libération,* il parle *"d'épidémie dans le secteur bancaire"* et prévoit *"de piètres résultats"* pour nombre d'établissements.**

A ces annonces spectaculaires s'est ajouté un entrefilet alarmiste dans *Le Point,* faisant état d'imminentes réductions d'emplois au CL et à la BNP.

En outre, la direction de la Société Générale a annoncé au Comité central d'entreprise qu'elle visait une réduction des effectifs de 2,5% l'an pour les trois ans à venir (soit 1 600 postes en moins) au lieu de 0,8% au cours des cinq dernières années.

Parmi le personnel du CL, nombre d'employés se sont inquiétés de cette chute spectaculaire des bénéfices officiels de la banque (-92% d'une année sur l'autre). Certains évoquaient même de possibles licenciements. D'autres – et parfois les mêmes – s'en prenaient à la politique du PDG, Haberer. Bref, le vent en fin de semaine dernière n'était pas à l'optimisme.

En fait, il y a la réalité des chiffres, et il y a la présentation que choisissent les banquiers. C'est ainsi que le produit net bancaire du CL, c'est-à-dire son chiffre d'affaires – s'est élevé à 24,4 milliards de francs, soit une augmentation de 16% en un an. Quant au résultat brut d'exploitation, il atteint 6,8 milliards : il est en hausse de 33% !

C'est ce chiffre qui est à prendre en compte. Car le résultat net, il est vraiment le résultat... du choix des banquiers : ceux-ci ont le droit, en toute légalité comptable, d'affecter tout ou partie des bénéfices bruts aux "provisions".

Et cette année, la direction du CL a choisi d'augmenter spectaculairement celles-ci. Les "provisions", c'est de l'argent mis de côté pour pallier d'éventuelles mauvaises affaires, par exemple des crédits à de mauvais payeurs. Comment tourneront ces affaires, nul ne peut le prédire. Mais que l'argent mis en "provisions" existe, cela ne fait aucun doute. Il a bien été gagné par la banque sur le dos des employés et des clients.

Depuis deux ans, Haberer se montrait très préoccupé de projeter le CL devant la BNP au hit-parade des banques. Et comme par hasard, le CL avait comptabilisé des provisions bien inférieures à celles des autres grandes banques et... la direction avait annoncé des bénéfices nets spectaculairement en hausse !

Il était alors évident que les banquiers imposaient le chiffre des provisions plus que les provisions ne s'imposaient à eux.

Il est probable que cette année, le risque a augmenté, par rapport aux années précédentes, que certains emprunteurs remboursent mal ou ne remboursent plus leurs banquiers.

Le géant immobilier canadien Olympia and York est en déconfiture ; Maxwell a coulé ; en France les faillites de PME se sont multipliées. Tout cela pèse sur les comptes du CL, de même que le rocambolesque feuilleton MGM-Parretti : son aventure hollywoodienne semble coûter très cher au CL.

Mais, comme le remarquent certains : *"Pourquoi nous ressort-on maintenant de mauvaises affaires qui datent de 1987 ?"* Serait-ce pour emplir un peu plus le filet à "provisions" ? Difficile de faire la part des choses, entre la réalité des chiffres, les acrobaties comptables et les présentations outrancières.

En tout cas, même si le CL a mis de côté 6,3 milliards de provisions pour risques, il a toujours un copieux portefeuille boursier, estimé à 36 milliards de francs. De plus, le PDG a précisé qu'il entend bien, comme prévu, acheter dans l'année la banque allemande BFG.

Alors, de l'argent, les banquiers en ont. Et l'heure n'est sûrement pas à verser une larme sur leur sort. Encore moins à accepter de "partager les difficultés".

Correspondant LO

Sécurité sociale

L'INTOX, EN ABUSER... ÇA CRAINT !

La campagne publicitaire bat son plein contre les fraudeurs en puissance que seraient les assurés sociaux. Les travailleurs se doreraient la pilule au soleil en arrêt maladie, utiliseraient le scanner comme un photomaton, prendraient les ambulances pour des Rolls à leur disposition. L'assuré social serait le responsable de tous les déficits.

Ces mensonges n'ont pas spécialement ému les milieux médicaux. Ils n'ont pas suscité de bourrasque. Moins en tout cas que les déclarations toutes récentes du Dr Béraud, médecin conseil national de la Sécurité sociale, c'est-à-dire patron du corps de contrôle médical de la Sécu, qui vient de quitter ses fonctions, à quelques mois de la retraite, en déclarant que le milieu des professionnels de santé comporte plus de "délinquants" que celui des adolescents au chômage. Les abus dont ils seraient responsables se monteraient à 120 milliards de francs, sur une dépense annuelle de 573 milliards de francs dans l'assurance maladie. Autant dire que c'est énorme.

Il est difficile de savoir ce qui peut inciter ce médecin à faire une sortie aussi fracassante et tardive : peut-être s'inscrit-il dans la campagne du gouvernement contres les "abus". Mais il y a fort à parier aussi que, lorsque tout sera terminé, les professionnels de la santé ne seront pas ceux qui auront été les plus lourdement touchés et que les assurés et les malades des classes les plus pauvres le seront proportionnellement bien plus.

Dans ce qui est jugé comme des abus, il y a évidemment des degrés, de l'excès de prescription, pour le bien du malade évidemment, mais parfois pour amortir plus vite l'achat de l'appareil à échographie, ou du scanographe, à la fraude pure et simple, comme facturer un scanner quand on a fait une simple radio.

La presse s'est largement fait l'écho d'interventions chirurgicales inutiles réalisées par des chirurgiens de Toulouse pour gagner encore plus d'argent. C'est bien sûr l'exception, du moins c'est souhaitable (car les chirurgiens sont aussi les plus riches parmi les médecins). Mais facturer à la Sécurité sociale des coûts plus élevés que les soins réellement pratiqués est déjà plus fréquent. D'après ce Dr Béraud déjà cité, la nomenclature ne serait pas respectée pour 15 % des actes de radiologie. En 1991, 85 % des cliniques contrôlées pratiquaient des tarifications anormales. Gilles Johannet, directeur de la Caisse nationale, est moins catégorique que Béraud, mais il considère tout de même que *"60 milliards auraient pu être aisément économisés"*.

La médecine libérale et tout ce qui est autour, comme le reste de la société, est organisée pour faire de l'argent. Comme les autres secteurs, elle n'échappe ni aux petits profits, ni aux grands, ni même aux profits illégaux.

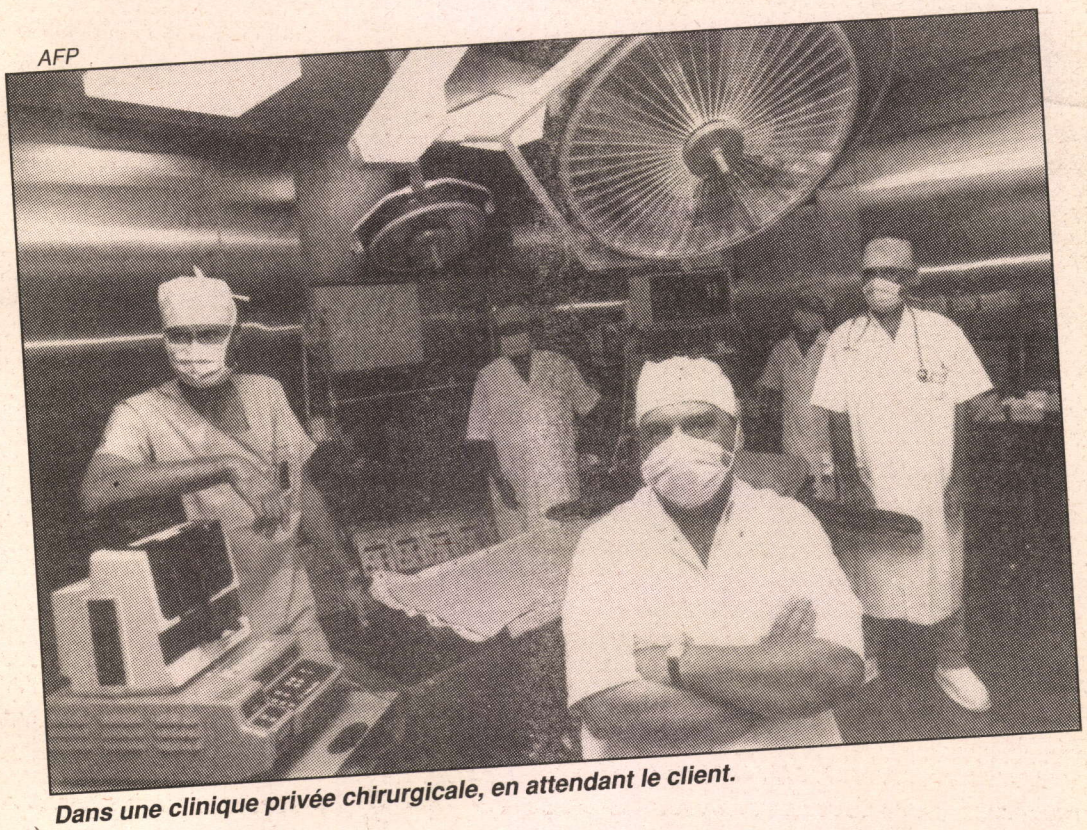
Le Contrôle médical de la Sécurité sociale est théoriquement chargé d'exercer un contrôle. Mais les employés du service médical (qui dépendent de la CRAMIF en région parisienne) sont bien placés pour savoir que les contrôles, comme la santé, sont à deux vitesses.

La suspension des indemnités journalières d'un travailleur absent de son domicile au moment d'un contrôle est quasi immédiate. Ce sera à l'assuré de faire la démarche pour se faire rétablir le versement. Par contre, si des fraudes, dont les montants sont sans aucune commune mesure, sont constatées dans une clinique privée, la procédure sera bien plus lente... quand on ne classe pas l'affaire. C'est qu'entre "confrères", on respecte les formes. Le corps médical est un Etat dans l'Etat. Ses membres savent faire jouer les relations... même si de temps en temps, rarement, une tête tombe, pas de très haut, ni pour très longtemps en général.

Alors verra-t-on l'Etat, qui nourrit l'industrie pharmaceutique par le biais de la Sécu, qui fait supporter à la Sécurité sociale toutes les charges qui lui reviendraient normalement pour l'équipement des hôpitaux publics, bref, qui utilise lui-même la Sécurité sociale comme une vache à lait, chercher à faire payer le corps médical ? On en est certainement loin. Tout au plus verrons-nous, peut-être, un engagement des professions de santé à diminuer leurs prescriptions de soins en tout genre, en échange d'une augmentation des tarifs.

Mais si l'on en juge par les mesures prises dans le passé, chaque campagne de ce type s'est traduite par une incitation à limiter les soins et les durées d'hospitalisation, au détriment des malades les plus pauvres qui ne peuvent payer les dépassements.

Quant à exercer un véritable contrôle sur l'utilisa-



AFP

Dans une clinique privée chirurgicale, en attendant le client.

PARTS PATRONALES ET SALARIALES

Voici l'évolution des parts patronale et salariale de cotisations sociales, telle que l'estime la publication *Liaisons sociales*

A) Salaire d'un salarié non-cadre, payé en dessous du plafond de la Sécurité sociale (12 150 F au 1/7/92).

Année	Part patronale	Part salariale
1/1/81	38,10 %	12,90 %
1/1/87	39,04 %	16,19 %
1/8/92	37,06 %	19,29 %
Différence :	– 1,04 %	+ 6,39 %

B) Salaire d'un cadre payé 24 000 F au 1/8/92 (environ deux fois le plafond).

Année	Part patronale	Part salariale
1/1/81	30,51 %	11,55 %
1/1/87	32,55 %	14,52 %
1/8/92	36,26 %	17,74 %
Différence :	– 5,75 %	+ 6,19 %

Ces deux tableaux montrent que les cotisations patronales, qui avaient très légèrement augmenté, régressent depuis 1987 sur la part inférieure au plafond, tandis qu'elles progressent sur la part qui dépasse le plafond. Cela tient aux mesures de déplafonnement des cotisations prises au fil des ans, déplafonnement toujours accompagné d'une baisse du taux.

De fait, contrairement à ce que pourraient laisser croire les pourcentages, ce que le patronat a à verser de plus sur les hauts salaires est largement compensé par ce qu'il gagne sur les bas salaires, car 70 % des salariés gagnent moins que le plafond. En 1991, 70 % des travailleurs gagnaient moins de 115 300 F net, soit moins de 9 600 F par mois (11 500 F brut environ).

De plus, pour le patronat, c'est une façon de plus, parmi bien d'autres, de favoriser les cadres.

Les travailleurs ont donc payé par la hausse des cotisations. Mais ils paient aussi par la baisse des prestations. Pour la maladie, par exemple, le taux de prise en charge atteignait 73,6 % en 1991, contre 78,8 % en 1980 (Libération du 11/9/92).

tion de l'argent de la Sécurité sociale par le milieu médical, il faudrait bien plus qu'un corps de médecins-contrôleurs, tous liés personnellement au milieu libéral. Il faudrait un contrôle réel des travailleurs, une pression sociale venant de leur part.

Faute de quoi, on finit toujours par se retourner vers les travailleurs et les plus pauvres pour les faire payer.

Les comptes de la Sécurité sociale le montrent.

Le rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale du 29 juillet 1992 présente le bilan 1991 et les prévisions 1992.

Pour 1992, le déficit s'établirait à 7,2 milliards de francs, soit moins de deux jours de prestation. Il est jugé "convenable" par Teulade, ministre des Affaires sociales. Le déficit prévisionnel était moindre, mais il a été aggravé de 5 milliards de francs, du fait de l'augmentation du chômage de 0,2 %.

La branche maladie, quant à elle, devrait dégager un léger excédent en 1992, grâce au 0,9 % de cotisation supplémentaire payé par les seuls salariés depuis le 1er juillet 1991.

La branche famille est excédentaire de 10,9 milliards ; celle des accidents du travail l'est de 1,3 milliard.

Par contre la branche vieillesse est déficitaire de 20,8 milliards de francs pour 1992. Cumulé avec le déficit des années antérieures, venant aussi quasiment de la vieillesse, on arrive à une prévision de déficit de 35 milliards de francs pour le régime général de la Sécurité sociale en 1992.

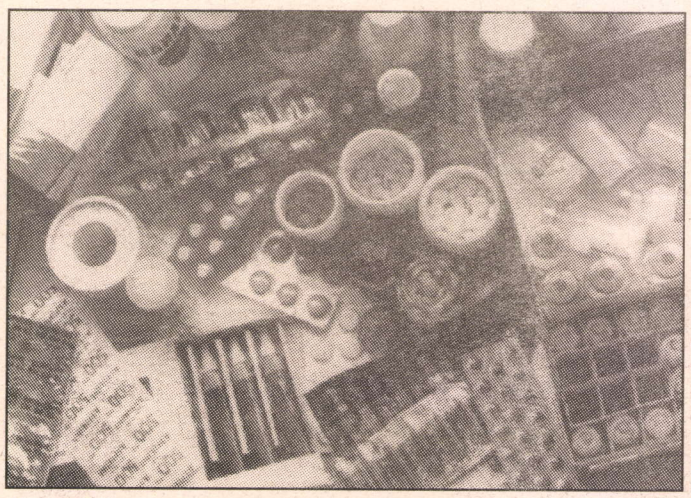
Les causes du déficit de la vieillesse sont connues : 3 millions de chômeurs, c'est autant de cotisants en moins. Le blocage des salaires, la multiplication des "petits boulots", tout cela amène aussi une baisse de rentrées de cotisations, alors que le nombre des retraités augmente.

Pour combler ce trou, dont le fonctionnement de l'économie capitaliste est responsable, le gouvernement puise depuis des années dans les poches des travailleurs, tandis que le patronat voit ses charges quasiment bloquées et reçoit en permanence des cadeaux sous forme d'exonérations de cotisations.

Le rapport de la Commission des comptes précise, "pour nourrir la réflexion", que le rendement d'un relèvement du taux de cotisation de 1 % sur la vieillesse amènerait 19,2 milliards de francs. Les experts pensaient sans doute aux travailleurs. Mais, du côté patronal, cela rapporterait autant : 2 % amèneraient près de 40 milliards, ce qui couvrerait le déficit de cette branche... et le patronat serait encore loin d'avoir rattrapé la hausse subie par les cotisations des salariés !

Alors, derrière toutes ces histoires d'abus, il y a à boire et à manger. Mais surtout il n'y a rien de dit sur les véritables fraudeurs, sur le vol légalement organisé qui consiste à transférer la charge des cotisations des poches des travailleurs vers celles des patrons et à dégrever de plus en plus les capitalistes des charges sociales, alors qu'il y en aurait besoin pour combler les trous et les tares de leur système.

Martine ANSELME



Arc

Les médicaments, ça soigne en premier les trusts de la pharmacie

La nouvelle "PAC"

UNE BAISSE ORGANISÉE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Stevens/GAMMA

La nouvelle politique agricole commune organise la diminution de la production agricole.

Déjà en 1992, quelques milliers d'hectares de blé ou autres céréales avaient été laissés en jachère. Mais dès 1993, cette politique se renforcera dans toute l'Europe des Douze. Les gouvernement se sont donné les moyens d'y amener la grande majorité des céréaliers.

L'Europe des Douze produirait depuis quelques années trop de céréales. Non pas qu'il y ait trop de blé face aux besoins de l'humanité, mais simplement trop de blé face au pouvoir d'achat du marché. Cependant, jusqu'à cette année, les prix étaient soutenus artificiellement, ce qui encourageait la production, gonflait les stocks communautaires et augmentait la surproduction.

Aussi les ministres de l'Europe des Douze ont-ils décidé de cesser de soutenir les prix en les laissant se fixer en fonction de la demande solvable.

Pour éviter une baisse des prix trop importante, les ministres ont trouvé un antidote à leur propre politique. Les producteurs de céréales (blé, orge, maïs...) et d'oléagineux-protéagineux (colza, tournesol, soja, pois...) sont invités à réduire les surfaces de ces cultures de 15 %, et recevront en échange une aide proportionnelle à la surface laissée en friche. S'ils refusent, ils perdront le bénéfice d'autres aides importantes.

Voilà donc des agriculteurs payés pour ne pas cultiver. Revoilà la jachère du Moyen Age en quelque sorte. Quel progrès !

Les gouvernements espèrent qu'ainsi l'offre sera proche de la demande solvable, que les stocks se résorberont, que les prix se fixeront librement mais sans baisse importante.

Dans le bassin parisien, les gros céréaliers de 300 hectares qui en "gèleront" 45 pourront toucher environ 90 000 F ou plus de subventions à ce titre, et ils conserveront le bénéfice d'autres aides qui peuvent être plus importantes encore.

A l'opposé, beaucoup de petits paysans sont peu ou pas concernés, car ils sont souvent éleveurs, vendent peu de céréales et en sont même souvent acheteurs pour nourrir leurs troupeaux. Il s'agit donc bien avant tout d'une politique au service des riches agriculteurs. En effet, même si leurs revenus devaient baisser un peu (et ce n'est pas sûr), ils ont les reins suffisamment solides pour attendre des jours meilleurs, avec en prime la possibilité de récupérer les terres que libéreront les plus petits des céréaliers, plus vulnérables.

Sur les surfaces laissées en friche, toute autre culture sera interdite, cela va de soi... sauf s'il s'agit d'une culture industrielle sous contrat ! Autrement dit, l'agriculteur pourra par exemple produire sur sa friche du lin pour l'industrie textile ou du colza pour l'industrie naissante et expérimentale du carburant végétal. Bien entendu, puisque dans un tel contrat l'agriculteur conserve le bénéfice de la prime de jachère, le prix proposé par l'industriel (comme le prix accepté par l'agriculteur) aura tendance à baisser d'autant. Voilà donc une politique agricole qui n'oublie pas de faire un cadeau aux industriels en passant.

Une chose est sûre, en tout cas : cette politique est financée par l'argent des impôts, dont les travailleurs payent la plus grosse part. Ceux-ci seront donc deux fois grugés dans cette affaire : ils payent aujourd'hui des primes à la friche, pour payer demain plus cher leurs achats chez l'épicier.

Geneviève BERTON

Les subventions pour jachère rapporteront beaucoup aux gros céréaliers, mais quasiment rien aux petits agricullteurs

Frilet

Turquie

DE LA GUERRE AU KURDIS

ARC

Les corps des guérilleros du PKK tués à Derecik le 29 août.

Mardi 29 septembre, plus de cinq cents guérilleros du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, qui, malgré son nom, n'est en réalité qu'une organisation nationaliste) ont lancé une attaque contre une gendarmerie de la province de Hakari, proche de la frontière irakienne. L'armée turque, profitant de l'occasion, a lancé une grande opération militaire, appuyée par des hélicoptères. Cette opération, qui a continué au-delà de la frontière (car les militaires turcs ne se gênent pas pour violer les frontières des autres pays), s'est soldée par la mort de plus de 200 militants du PKK et 29 soldats, cinq civils et trois miliciens pro-gouvernementaux.

La guerre commence à prendre une grande ampleur dans le Sud-Est de la Turquie, habité en majorité par la population kurde. Rien que cette année plus de 1 700 personnes ont trouvé la mort dans cette région.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT DEMIREL

Cela fait maintenant plus de onze mois que Demirel est au gouvernement, avec son associé social-démocrate Inonu. Durant leur campagne électorale, Demirel comme Inonu avaient expliqué qu'ils allaient trouver une solution politique à la question kurde.

Durant les premières semaines du nouveau gouvernement, même la grande presse bourgeoise, comme les quotidiens *Hurriyet* et *Milliyet* avaient publié plusieurs séries de reportages expliquant "les racines du mal". A savoir : le sous-développement de la région, le manque d'investissements, le chômage, la misère, la répression, les bastonnades des forces de l'ordre, et par-dessus tout l'humiliation nationale qui faisait que le PKK se renforçait de jour en jour. Un journaliste expliquait que pratiquement chaque jeune Kurde ayant subi un interrogatoire "musclé" des forces de l'ordre allait rejoindre le PKK, une fois libéré. C'est en grande partie pour cette raison que le PKK, qui rassemblait à peine 200 militants en 1984, en aurait plus de 10 000 aujourd'hui.

Le nouveau gouvernement laissait alors entendre qu'il allait privilégier la "solution politique", au lieu de la "militaire", en accentuant les investissements et en reconnaissant la "réalité kurde".

En réalité, la politique qui s'en est suivie n'est pas différente de la précédente, décidée par les généraux. Bien sûr, il n'est plus interdit de parler le kurde ou de publier des journaux en kurde. On accepte le fait qu'il y a des Kurdes en Turquie et on ne parle plus seulement de "Turcs montagnards" ! Mais cette politique consistant à accepter la "réalité kurde" avait en fait déjà commencé sous le gouvernement précédent.

Quant à la "solution politique" promise, cela reste des paroles de politiciens, et ce sont les généraux qui décident plus que jamais, tandis que les politiciens bourgeois avalent les couleuvres. En effet les généraux ont récemment déclaré qu'ils comptaient accentuer les opérations militaires et *"anéantir les séparatistes"* ! Il ne restait plus aux dirigeants politiques qu'à dire qu'ils n'avaient *"pas de commentaires là-dessus"*. Et même Demirel a déclaré récemment : *"Il n'y a qu'une solution. La Turquie a été attaquée et cette attaque va être repoussée. Si nous avions pu régler ce problème par des solutions politiques, cela aurait été fait au cours des neuf dernières années"*.

Bien sûr, cette déclaration n'est ni la première ni la dernière pirouette de Demirel. Mais le vrai problème n'est malheureusement pas seulement le ridicule des politiciens bourgeois ou de Demirel ; c'est l'aggravation de la situation due à la crise et accentuée par la question kurde.

Koweït

TEMPÊTE DU DÉSERT DANS UN

AFP

Un homme d'affaires koweïtien avec l'argent qu'il vient de recevoir lors de la réouverture des banques après la Guerre du Golfe.

Les élections parlementaires du 5 octobre au Koweït sont les premières depuis la dissolution du Parlement en 1986. La famille régnante de l'émir avait alors renvoyé l'Assemblée pour *"mauvais usage de la démocratie"*, ce qui dénotait de sa part un "bon" usage de la dictature !

Lors de la Guerre du Golfe, l'émir avait dû promettre le rétablissement de la démocratie parlementaire. Mais durant plus d'un an et demi, le seul rétablissement visible fut celui de la famille régnante, caractérisé par les exécutions sommaires, l'arbitraire, le népotisme.

La campagne électorale a, paraît-il, été sévère : les critiques n'ont pas été épargnées envers le gouvernement, c'est-à-dire les hommes de l'émir, et l'opposition a obtenu un succès électoral. Mais il faut relativiser tout cela. D'abord parce que la corruption atteint des niveaux astronomiques et que certains candidats ont pu à la fois être critiques et achetés par les autorités. Et surtout parce que, sur un demi-million d'habitants, il n'y en a eu que 80 000 ayant le droit de vote : ceux qui sont issus de familles qui avaient la nationalité koweïtienne avant 1920 (c'est-à-dire, remarquons-le, avant même l'indépendance du pays, qui date de 1961).

Cette proportion de votants est même inférieure à ce le de l'Afrique du Sud de l'Apartheid.

Sont exclus du vote les femmes, les étrangers, même les Bédouins qui constituent pourtant le gros d l'armée et de la police. Il est cependant questio d'étendre quelque peu ce suffrage, qu'il est difficile pou le moment de qualifier d'"universel".

Depuis la Guerre du Golfe le Koweït n'a donc pa changé. C'est toujours un champ de pétrole baptisé Éta dans lequel une infime minorité détient les richesses et pouvoir. La fantastique armada militaire qui a tenu e échec Saddam Hussein n'a pas été capable – et elle ne l d'ailleurs nullement cherché – d'imposer une démocrat parlementaire à peu près présentable.

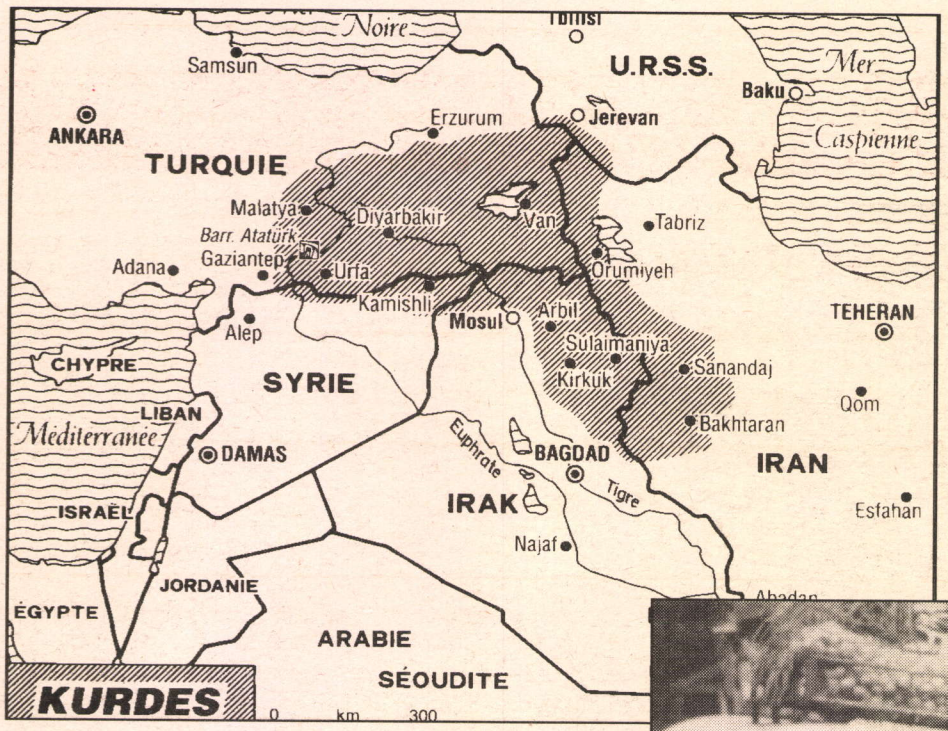
Et le pire, c'est que dans la région le Koweït fait enc re relativement bonne figure. Son grand voisin du su l'Arabie Saoudite, que les Occidentaux étaient venu protéger également, n'accorde le droit de vote à perso ne, ni aux étrangers, ni aux femmes, ni même au hommes !

A.

TAN...

LA POLITIQUE DES GÉNÉRAUX ET DE LA BOURGEOISIE TURQUE

Une partie de la bourgeoisie turque voudrait bien trouver une solution politique. Mais pour cela il faut en avoir les moyens financiers et politiques. Cela voudrait dire effectuer de grands investissements dans le Sud-Est et accepter de partager le pouvoir politique dans cette région avec les nationalistes kurdes. Les généraux turcs ne veulent pas en entendre parler et les patrons turcs n'ont absolument pas envie d'investir, surtout dans la situation actuelle de crise ; encore moins dans cette région. A court terme, il ne reste à la bourgeoisie qu'à s'engorger toujours plus avant dans la "solution militaire".



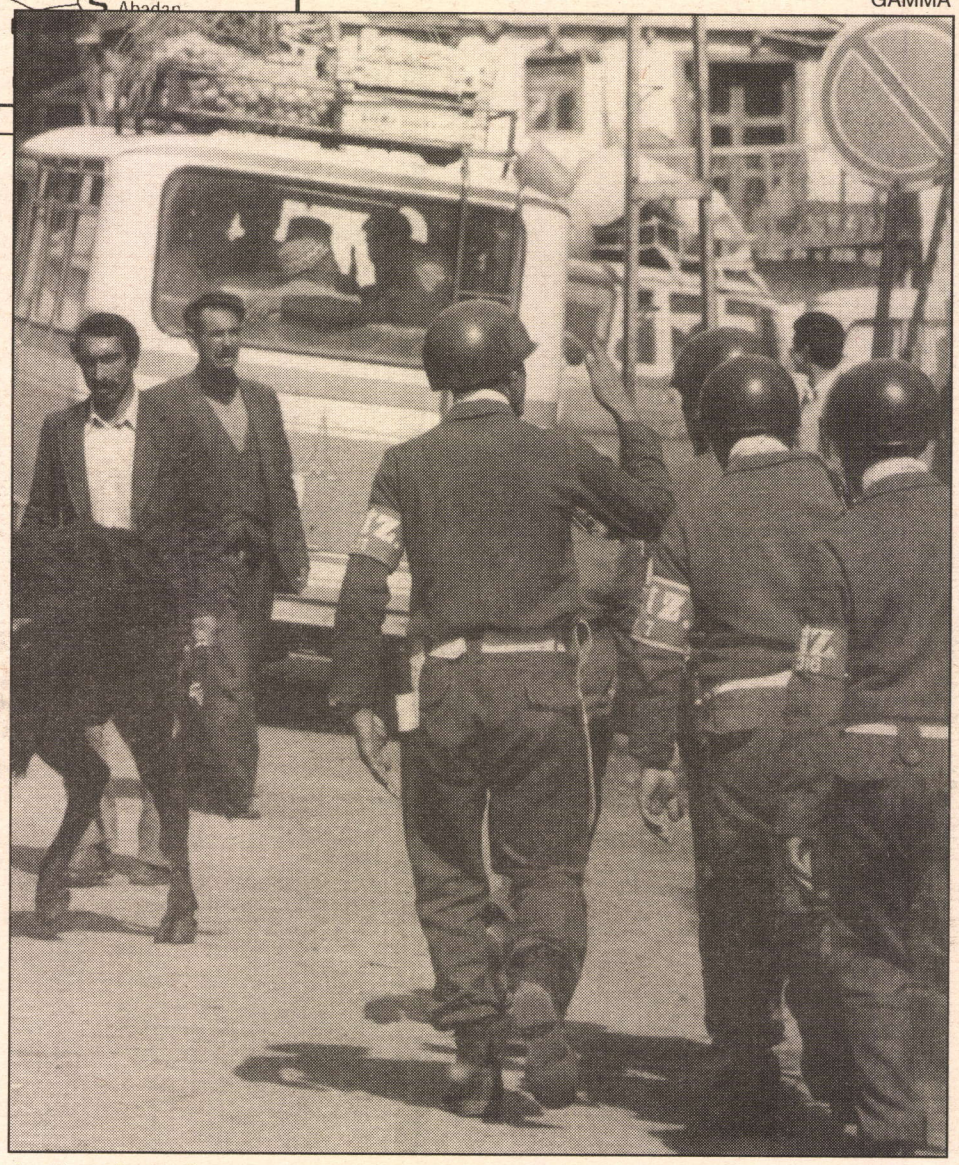
... À L'EMPRISE CROISSANTE DE L'ARMÉE

LA "SOLUTION MILITAIRE"

Dans les régions habitées par la population kurde l'état d'urgence, c'est-à-dire l'arbitraire militaire, règne en maître. Le peu de libertés respectées dans les autres régions de la Turquie n'ont pas cours dans ces régions où les militaires font ce qu'ils veulent. Personne, surtout pas les politiciens bourgeois, ne leur demande des comptes. Les généraux ont déjà perpétré des massacres contre la population civile dans plusieurs villes comme Sirnak, Cukurca, Musabey et Gole.

Par exemple, Sirnak, une ville de 25 000 habitants, a vécu l'enfer au mois d'août dernier : le frère du commandant militaire était le responsable du DYP, Parti de la Juste Voie (le parti de Demirel) ; il aurait été tué par le PKK. D'après certains journaux de gauche, ce commandant aurait déclaré publiquement :*"Je vais raser cette ville avant mon départ"*. Et en effet toutes les forces militaires locales, appuyées par les chars, ont entrepris la destruction de la ville en prétextant que les militants du PKK les auraient attaqués ! Le fait n'est toujours pas prouvé ; en revanche plusieurs dizaines de civils ont été tués, soit dans leurs maisons par des obus, soit fusillés par les militaires. Après ce massacre, toute la population a quitté la ville. Aujourd'hui une partie n'est toujours pas revenue, craignant pour sa vie. Aux massacres et exactions des militaires il faut ajouter les assassinats, accomplis sans doute par les services de renseignements, ou par des forces comme l'organisation religieuse turque Hizbullah, qui a les faveurs des militaires. Déjà huit journalistes ont été assassinés. Bien sûr ceux-là n'étaient pas pour le gouvernement et Demirel a justifié ces meurtres en ces termes : *"Ces gens ne sont pas des journalistes, ce sont des militants ; ils se tuent entre eux"*.

GAMMA



La Turquie, toujours sous la botte des militaires.

LA HAINE NATIONALISTE POUR DIVISER LA POPULATION

Plus de cinq millions de Kurdes, presque la moitié de la population kurde, vivent dans les grandes villes comme Istanbul, Izmir, Adana, Ankara. Une bonne partie de la classe ouvrière est composée de travailleurs d'origine kurde. Jusqu'à maintenant cette population vivait et travaillait avec la population turque sans problème. Les travailleurs d'origine kurde ont participé aux luttes de ces trois dernières années comme tous leurs camarades de travail. Mais, depuis plus d'un an maintenant, des campagnes racistes sont menées par l'extrême-droite, aidée (d'après certains journaux) par les services de renseignement. Des tracts anonymes circulent dans des quartiers populaires, disant que les Kurdes sont des "communistes", des "terroristes", qu'il ne faut pas être ami avec eux, et surtout pas leur donner sa fille ou son garçon en mariage ! Une campagne de presse a même aussi organisé l'assassinat de travailleurs turcs travaillant sur un chantier pétrolier et la destruction de matériel. Sans oublier l'assassinat des femmes et des enfants des miliciens pro-gouvernementaux, comme ceux qui ont eu lieu dans la province de Bitlis le 1er octobre. Quant aux méthodes internes du PKK, elles ressemblent à celles utilisées en son temps par le FLN algérien : le "réglement de comptes "armé. Il n'y a pas si longtemps, un des dirigeants du PKK, Mehmet Sener, a été assassiné parce qu'il avait voulu créer une autre organisation.

En tout cas, la guerre qui se déroule dans le lointain "Sud-Est anatolien", selon l'expression d'usage en Turquie pour parler de la région kurde, se traduit par l'alourdissement du climat politique dans le reste du pays. La population kurde subit les massacres de l'armée, mais la population turque elle-même subit aussi l'emprise croissante de celle-ci sur la vie politique, le climat de violence, de répression et de haine nationaliste. L'hypothèse d'un coup d'État a même été évoquée par une partie de la presse. Mais, même sans coup d'État, les généraux sont déjà en passe d'imposer la soumission du pays aux objectifs de leur guerre sans issue.

Julien SILVA

...ERRE D'EAU

Hires Saussierr/GAMMA

L'émir du Koweït Fahd d'Arabie. Deux grands

Italie

VERS UNE GRÈVE GÉNÉRALE... BIEN DÉSAMORCÉE

L'Italie connaîtra finalement une grève générale... mais celle-ci ne durera que quatre heures et n'aura lieu que le 13 octobre, soit près d'un mois après le lancement du plan d'austérité du gouvernement Amato. En outre si elle devait concerner l'industrie, l'agriculture, le commerce et les transports aériens et ferroviaires, elle devait exclure toute une partie de la fonction publique (enseignement, énergie, postes, santé) qui, astreinte à un préavis de dix jours, aurait été hors délai.

ARC

Les trois leaders syndicaux Trentin (CGIL), d'Antoni (CISL) et Larizza (UIL) : trois compères qui tentent d'enterrer la protestation ouvrière.

Telle est la décision dont ont accouché le 5 octobre les trois chefs confédéraux des syndicats italiens, réunis pour trouver ensemble le moyen d'organiser une action générale tout en la vidant au maximum de sa substance.

LE PRÉTEXTE DE L'UNITÉ SYNDICALE

Le prétexte invoqué pour cet ensemble de demi-mesures est, comme toujours, la nécessité de sauvegarder "l'unité syndicale" entre les trois confédérations CGIL, CISL et UIL. La CGIL elle-même et son secrétaire général Trentin ne s'étaient ralliés à l'idée de grève générale que du bout des lèvres, tandis que ses collègues UIL et CISL la déclaraient malvenue, fournissant à Trentin le prétexte voulu pour ne sortir l'arme que bien émoussée et pour répondre, à tous ceux qui réclamaient la grève générale depuis des semaines, qu'il fallait bien faire un compromis avec l'UIL et la CISL.

Le "compromis" est aussi là pour justifier les objectifs très limités donnés à cette grève générale. Dans la plate-forme unitaire dont ont accouché les trois compères, il n'est pas question de mettre à bas le plan d'austérité du gouvernement Amato. Pensez donc, cela aurait comporté le risque de faire tomber celui-ci, et les dirigeants syndicaux ne voudraient surtout pas qu'on puisse les accuser d'être responsables si l'Italie restait sans gouvernement. Celle-ci l'est déjà si souvent, pour des raisons liées aux obscurs conflits des dirigeants d'un système politique à la dérive ; il ne faudrait tout de même pas que cela se produise une fois de plus, pour une fois du fait que les travailleurs auraient fait échouer un plan d'austérité !

FAIRE PASSER LE PLAN D'AUSTÉRITÉ

Alors, si l'on lit bien, la plate-forme des trois syndicats n'est pas là pour combattre ce plan, mais pour le faire passer, en définissant avec quelles corrections il serait acceptable. Ainsi, au lieu du passage à 65 ans de l'âge de la retraite pour les hommes comme pour les femmes prévu dans le plan initial d'Amato, la plate-forme propose la retraite à 60 ans pour tous *"avec possibilité de continuer jusqu'à 65 ans"*, ce qui revient déjà à entériner la fin de la retraite à 55 ans auparavant en vigueur pour les femmes. Ou bien, au lieu de la suppression des prestations de Sécurité sociale pour un revenu supérieur à 40 millions de lires par ménage (moins de 180 000 F), la plate-forme propose... l'augmentation des cotisations. Ou encore elle oppose au projet d'augmentation des impôts une autre forme de calcul. Et puis, surtout, elle ne contient pas un mot sur l'indexation des salaires, dont la disparition depuis l'accord du 31 juillet mettant fin à l'échelle mobile serait donc entérinée !

Les dirigeants confédéraux espèrent avec cette manœuvre mettre le point final aux protestations déclenchées depuis le lancement du plan d'austérité, auxquelles ils ont d'abord répondu par une série de grèves tournantes région par région. Et si au cours de celles-ci ils ont dû faire face à de nombreuses protestations de la base contre leurs capitulations, protestations marquées entre autres par des jets de tomates ou de boulons sur les dirigeants qui prenaient la parole, ils ont aussi pu mesurer que le mécontentement et la combativité n'allaient pas jusqu'à dépasser le cadre pré-imposé de ces journées de grève de quatre heures.

COLLABORATION SYNDICALE ET POLICIÈRE

On a vu aussi les mêmes dirigeants syndicaux s'enhardir progressivement pour réagir à ces mouvements de contestation, par le biais d'une collaboration de plus en plus étroite entre les services d'ordre syndicaux et la police. Le comble a été atteint le 2 octobre à Rome, jour de grève générale du Latium et en même temps de grève et de manifestation nationale des fonctionnaires. Alors que le podium syndical était entouré de barrières pour maintenir la foule à plus de cent mètres, la police a chargé sans ménagement toutes les fractions du cortège suspectes d'être contestataires !

Les dirigeants confédéraux pensent maintenant avoir les mains libres pour négocier avec le gouvernement quelques pseudo-aménagements au plan d'austérité, moyennant lesquels ils capituleront sur l'essentiel. La bourgeoisie italienne pourrait alors leur dire merci pour l'avoir aidée à faire avaler le plan Amato aux travailleurs.

Reste que les signes d'opposition à cette politique de capitulation syndicale n'auront pas manqué. Nombre de militants ont tenté d'exprimer une alternative organisée aux dirigeants confédéraux. L'opposition se manifeste sous diverses formes : "comités de base" (Cobas), nouveaux syndicats comme la FLMU (Fédération des travailleurs de la métallurgie unis), ou le courant "Essere sindacato" (Etre un syndicat), courant d'opposition interne de la CGIL en grande partie lié à "Rifondazione Comunista", le PC maintenu. Le 2 octobre, une partie de ces courants ont organisé à Rome une manifestation alternative à celle des confédérations, regroupant environ 20 000 personnes.

Cette opposition est bien sûr trop faible et diverse pour proposer vraiment une autre direction, et une grande partie d'entre elle (et notamment les dirigeants d"Essere sindacato") ne le cherche sans doute pas vraiment. Mais elle a tout de même valeur de symptôme. Et il n'est pas dit que les manœuvres cousues de fil blanc des dirigeants syndicaux réussissent toujours.

André FRYS

Nusca/Gamma

La manifestation du 2 octobre à Rome.

La catastrophe du Boeing d'Amsterdam

RESPONSABLES LA FATALITÉ... OU LE PROFIT ?

AFP

Plusieurs jours après la catastrophe du *Boeing 747* d'El Al, les sauveteurs en étaient toujours à dégager des corps des décombres de la cité où s'est écrasé l'avion. Ils estimaient le nombre probable des victimes à au moins 250, sans compter les quatre personnes qui se trouvaient à bord de l'appareil et qui ont été tuées sur le coup.

L'hypothèse d'un attentat semble avoir été écartée, y compris par les services de sécurité israéliens eux-mêmes. Il s'agirait d'une cause technique.

Le feu aurait pris dans l'un des deux réacteurs droits, aurait gagné l'autre puis les deux réacteurs se seraient détachés de l'avion, rendant toute manœuvre pour ainsi dire impossible. Le pilote aurait tenté de revenir sur l'aéroport de Schiphol qu'il venait de quitter. Mais, incapable de garder son altitude, l'appareil a transpercé deux tours de la cité ouvrière de Bijlmermeer, située sur l'un des corridors aériens d'approche utilisés par Schiphol. Les 150.000 litres de kérosène que transportait l'avion auraient alors pris feu en se répandant sur les bâtiments, à une heure où de nombreuses familles se trouvaient réunies pour dîner ou devant la télévision.

Pour une fois que personne ne semble penser s'en tirer en accusant les pilotes morts d'une erreur de pilotage, comme cela s'est fait si souvent, il y a des questions auxquelles il va bien falloir répondre.

Pour commencer, il faudra expliquer comment il se fait qu'un appareil, qui, selon des témoignages de mécaniciens rapportés par la presse hollandaise, aurait eu de graves avaries de moteur à son arrivée à Schiphol, a été autorisé à décoller sans subir une révision complète des réacteurs.

Ensuite, il faudra expliquer quelles mesures ont été prises sur cet appareil après l'accident survenu à un 747-cargo identique de la China Airlines, le 29 décembre 1991. L'appareil avait lui aussi perdu deux moteurs après qu'un incendie eut éclaté dans l'un d'eux et s'était écrasé quelques minutes après avoir décollé de Taipei. Suite à cet accident, Boeing aurait déjà invité les compagnies aériennes à vérifier le système d'arrimage des réacteurs sur ce type d'appareil, recommandation que Boeing vient de réitérer après ce dernier accident.

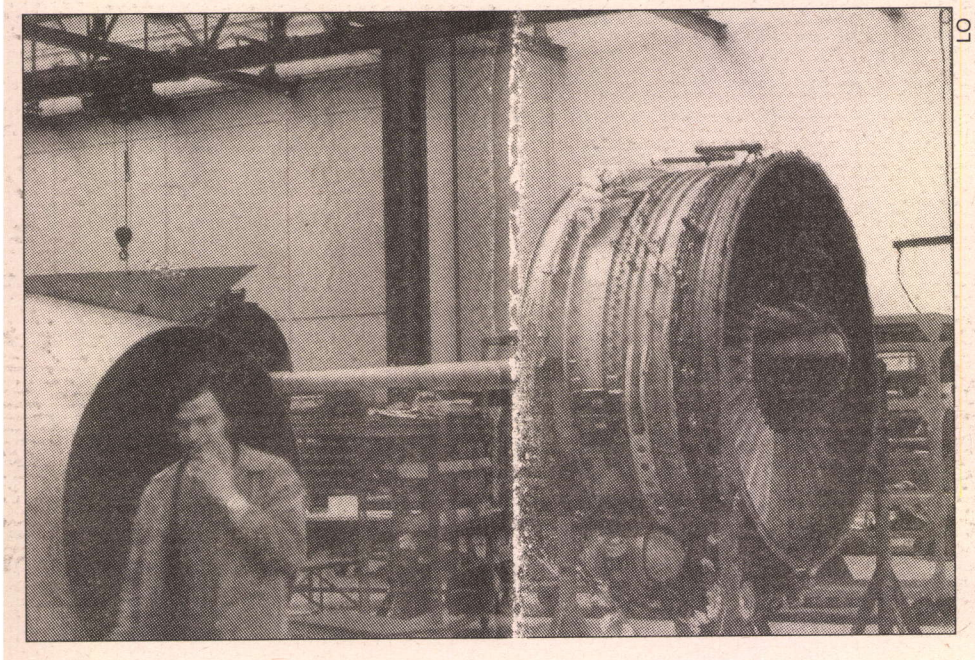
Il faudra aussi expliquer comment il se fait que la charge d'un 747-cargo soit telle qu'il leur est impossible d'atterrir en urgence juste après le décollage sans avoir à procéder à la vidange des réserves de kérosène, opération qui prendrait plus d'une demi-heure. L'appareil d'El Al transportait 114 tonnes de fret, bien plus que la charge maximum tolérée pour un vol passager. S'il avait été moins lourdement chargé, le pilote n'aurait-il pas eu plus de chances de contrôler son altitude, au moins assez longtemps pour revenir sur l'aéroport ?

Et puis, comment se fait-il que l'une des banlieues les plus pauvres et les plus peuplées d'Amsterdam soit justement sur une trajectoire d'approche de Schiphol, où passe un appareil toutes les trois minutes ? Des journaux néerlandais ont accusé les autorités de protéger les banlieues résidentielles plus huppées, mais où la densité de population est plus faible, au détriment de cités ouvrières comme celle de Bijlmermeer, où beaucoup d'habitants sont des travailleurs immigrés venus de Surinam ou des Antilles néerlandaises dont les politiciens se moquent comme d'une guigne.

Peut-être l'accident de Schiphol se révèlera-t-il en fin de compte n'être dû qu'à une série d'incidents improbables dont la conjonction était encore plus improbable. Mais peut-être aussi les quelque 250 victimes sont-elles le prix exorbitant payé pour de mesquines économies de sécurité.

F.R.

Moteur de Boeing en révision dans un atelier d'Air France. Mais, la qualité de l'accrochage des moteurs aux ailes est mise en cause.



LO

CEI

ELTSINE INTRODUIT LE MONOPOLY EN RUSSIE

A défaut de pouvoir régler les problèmes de la Russie, Eltsine et son équipe proposent à la population de jouer au Monopoly. Car c'est un peu à cela que ressemble la mesure décidée depuis un certain temps déjà et qui n'est entrée en application que le 1er octobre dernier : la distribution de " bons de privatisation" à l'ensemble de la population russe. D'une valeur nominale de 10 000 roubles (au cours du 1er octobre cela représentait... 40 dollars, soit moins de 200F), ces bons pourront être revendus immédiatement sur le marché, au prix que ce marché déterminera, ou bien servir, à partir de janvier 1993, à acheter des actions des quelque 8 000 entreprises du pays qui doivent être privatisées.

Cette opération est, d'après ce qu'en rapporte la presse occidentale mais aussi la presse russe, accueillie par la population avec le plus grand scepticisme. Et cela se comprend. En Russie les réformes succèdent aux réformes, sans que rien ne change dans les faits sans même que ces réformes, connaissent le plus souvent un début d'application, et en tout cas sans qu'elles aboutissent aux objectifs que leurs auteurs prétendent en attendre. Dans le gigantesque désordre économique et social qui règne dans le pays , la seule réalité qui s'impose, est que l'économie est pillée, au sens littéral du terme, au jour le jour, par des affairistes, des trafiquants qui amassent au plus vite des richesses, tandis que la majorité de la population s'enfonce dans la misère.

Ainsi par exemple, la valeur nominale de ces bons a considérablement chuté du fait de la dépréciation vertigineuse du rouble. Que vaudra celui-ci dans une semaine, dans un mois ? Aujourd'hui les bons ne valent pratiquement rien et demain sans doute moins que rien. De vulgaires chiffons de papier, dans un pays où il est vrai même le papier est devenu une denrée rare.

D'ailleurs, à peine la distribution de ces "bons de privatisation" était-elle mise en place, qu'Eltsine a déclaré vouloir apporter des correctifs à sa réforme. Dans un discours devant le Parlement russe -une sorte de message à la nation- il a, comme à son habitude, dit tout et son contraire, dressant un tableau très noir de la situation, distribuant force blâmes à ses ministres. Bien malin qui pourra dire ce que cela peut signifier pour les mois et les jours prochains. Même les journalistes spécialisés, qui il y a quelque temps en auraient tiré des conclusions tranchées et péremptoires sur le processus engagé en Russie, ne s'y risquent plus, préférant adopter le ton de l'ironie sceptique.

Car personne ne peut ignorer qu'Eltsine, tout comme son prédécesseur Gorbatchev, n'a que le choix de surfer sur les vagues des événements pour faire semblant de les dominer. Mais la situation économique et sociale qui s'aggrave de jour en jour rend la mer de plus en plus mouvante et imprévisible, et l'exercice plus périlleux.

Jean-Pierre VIAL

Unilever

PRODUCTIVITÉ EN HAUSSE SUR NOTRE DOS

A Lever, Haubourdin (banlieue de Lille), usine du trust Unilever, qui produit des poudres à lessive, nous connaissons comme la totalité des travailleurs du trust les conséquences de la restructuration décidée il y a quelques mois.

Il y a un an, nous avons appris par la presse que la direction d'Unilever annonçait 5 500 suppressions d'emplois sur l'Europe.

Au hasard des informations, nous pouvions savoir qu'une usine de l'agro-alimentaire fermait en Belgique ou encore que Lipton à Bruxelles était en grève pour s'opposer à une aggravation des conditions de travail.

A Haubourdin, les effectifs de Lever ont diminué progressivement, passant de 1 800 en 1970 à 900 aujourd'hui.

Si cela s'est fait en douceur avec des contrats solidarité, des FNE et des départs en retraite, on sent aujourd'hui que la direction du trust à Bruxelles cherche à accélérer les restructurations. Un expert européen intervenant dans les CE a annoncé que sur la vingtaine d'usines européennes encore existantes, implantées dans 16 pays, il pourrait n'en subsister que 8 à l'avenir.

Et de son côté le gouvernement, en refusant le dernier plan social, a imposé à la direction d'Haubourdin de transformer cinquante FNE en cent mi-temps, ce qui est ressenti comme moins favorable par les travailleurs concernés.

En parallèle, tout est revu par la direction avec l'objectif d'organiser la production telle qu'elle se fait à Péchiney-Aluminium-Dunkerque, en pointe actuellement, car elle est organisée avec une hiérarchie limitée au maximum, entre la direction et les exécutants. Un raccourcissement de la "ligne hiérarchique", qui nous oblige à gérer nous-mêmes toute une partie du travail qui revenait auparavant aux maîtrises, au planning de production et au laboratoire de qualité.

Et si dans le passé, celui qui avait la charge de travail supplémentaire d'un poste supprimé montait en catégorie, le projet de la direction est de revenir sur cette pratique.

Quant à la durée d'utilisation des machines, et au temps de travail à l'usine, ils vont en s'allongeant : il y a 3 ans, le travail de nuit était rétabli au volontariat, exceptionnellement... c'est devenu la règle aujourd'hui. Il y a un an et demi, c'est le travail du samedi matin qui nous a été demandé exceptionnellement... au volontariat, pour devenir l'habitude aujourd'hui. Maintenant la direction cherche des volontaires pour le travail du samedi après-midi... exceptionnellement. Et si elle n'en trouve pas suffisamment, elle désigne des "volontaires" d'office.

La direction justifie cette demande, en prétextant une augmentation de la production, omettant de rappeler que, si la production est en hausse, c'est parce que l'usine de Suède a été fermée et que la production pour les pays nordiques a été rapatriée sur Haubourdin.

Pour l'instant, certains d'entre nous résistent avec les pieds, comme on dit, en ne voulant pas venir le samedi ou en essayant de récupérer, pour ne pas faire d'heures supplémentaires.

Mais ce qui préoccupe un grand nombre d'entre nous, car l'âge moyen des ouvriers de l'usine est de 48 ans, c'est la fin des départs FNE et leur remplacement par des mi-temps, car il semble évident que la direction va continuer à réduire les effectifs par tous les moyens.

D'autres travailleurs sont aussi visés, notamment ceux qui sont malades, sous prétexte qu'ils seraient "inaptes".

Mais le patron dans tout ça, il est apte à quoi, à part à licencier ?

Correspondant LO

Alcatel (Vélizy - 78)

ÇA NE "PLONGE" PLUS À LA CANTINE

Depuis le vendredi 25 septembre, les sept plongeurs de la cantine d'Alcatel-Vélizy sont en grève. Employés non pas par Alcatel mais par la SOGERES, entreprise spécialisée dans la restauration collective, sévissant dans un certain nombre d'entreprises de la région parisienne et en province, ces plongeurs exigent la réintégration d'un des leurs, licencié pour avoir récupéré de la nourriture sur les plateaux de clients (fruits, yaourts ou petites plaquettes de beurre non consommés), nourriture de toute façon destinée à la poubelle ! Récupération que la direction SOGERES qualifie de "vol"...

Ils réclament du même coup la "réintroduction du droit à la gamelle", ce droit d'emmener chez eux ce qui a été présenté aux clients mais pas vendu, et qui ne peut pas être resservi de toute façon. Ce droit, ou plutôt cette coutume, existait du temps des prédécesseurs de la SOGERES. Celle-ci, après l'avoir tolérée pendant quelques mois avait, sous prétexte de vols, fini par interdire une pratique qui, pour des salariés gagnant moins de 4 500 F par mois, constituait un avantage non négligeable.

Depuis que les plongeurs sont en grève, la direction SOGERES a fait venir de divers sites des petits chefs, des gérants et même des directeurs - et pas des moindres - pour venir s'essayer à la vaisselle ! Trois fois plus nombreux que les plongeurs, ils ont bien du mal à s'échiner sur les gamelles. Et c'est un vrai plaisir de les voir s'activer dans la chaleur, l'humidité et le bruit des gamelles. Comme le disent les plongeurs, cela fera bien plaisir à leur femme de savoir qu'ils ont appris à faire la vaisselle... Au moins une chose positive !

Pour l'instant, la direction SOGERES ne semble pas prête à céder et campe sur des positions dures. Mais les grévistes espèrent finir par entraîner dans leur action les autres salariés de la cantine qui, bien que voyant ce mouvement avec sympathie et souhaitant eux aussi le rétablissement du "droit à la gamelle", sont dans l'ensemble restés à leur poste de travail.

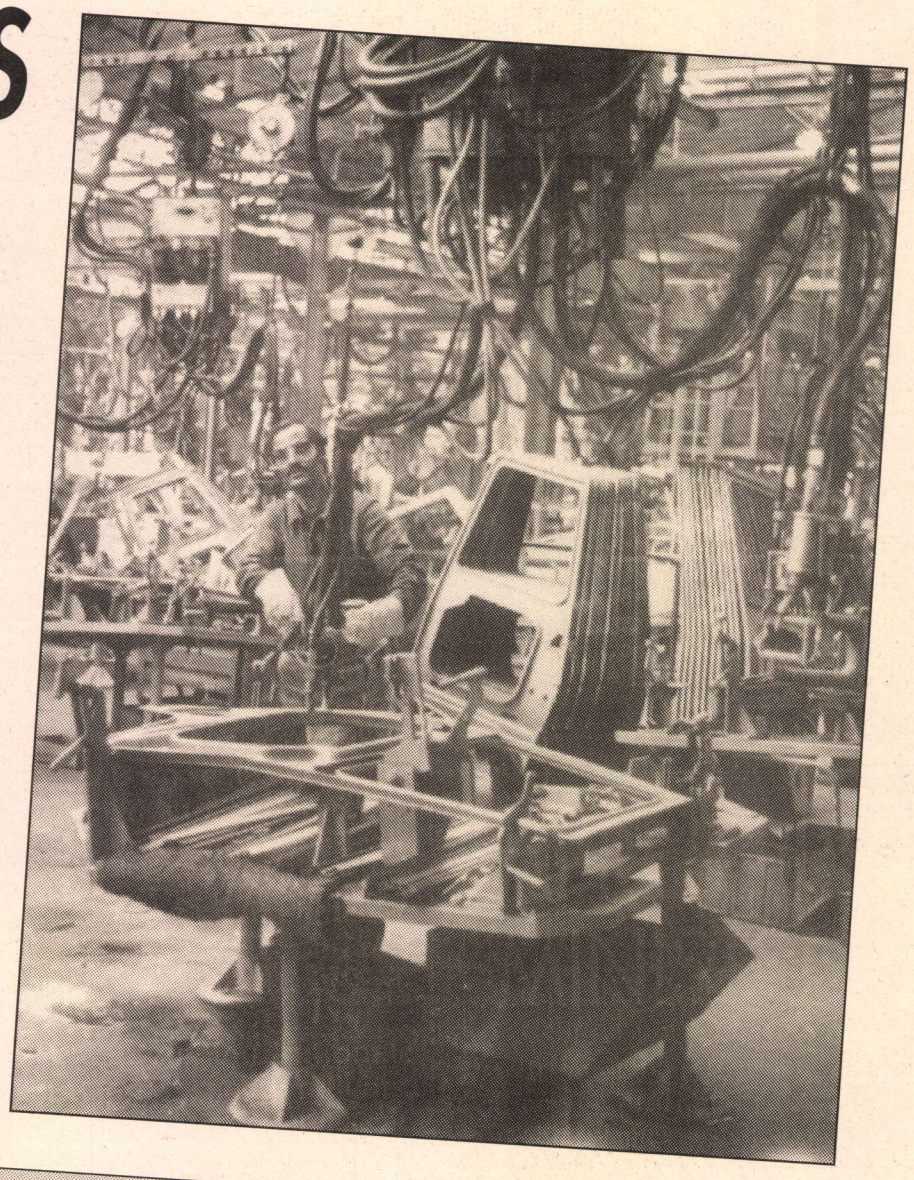
Ils espèrent aussi qu'avec l'appui des salariés d'Alcatel, la direction d'Alcatel même fera pression, devant la confusion et le désordre, sur leur propre direction. Dans ce but, ils préparent un boycott de la cantine. Celui-ci devrait être assez largement suivi par les salariés d'Alcatel qui ont déjà montré leur sympathie en signant une pétition de soutien et en versant à une collecte destinée à les aider financièrement. Ils ont le moral et sont déterminés. Une affaire à suivre...

Correspondant LO

SAMEDIS ET DIMANCHES TRAVAILLÉS SEMAINES CHÔMÉES...

CE N'EST PAS INCOMPATIBLE POUR LES PROFITS

Une semaine de chômage fin octobre, une autre encore sans doute en novembre, plus d'une semaine en décembre, et encore une autre vraisemblablement en janvier : c'est l'annonce qui a été faite par la direction de Chausson-Gennevilliers en réunion de Comité d'entreprise le lundi 28 septembre.



LO

Mais si l'un des principaux buts de l'opération est de frapper le moral des travailleurs en vue d'un nouveau plan de licenciements sur le groupe, la manœuvre est pour l'instant compromise à Gennevilliers. Car les réactions n'ont pas manqué.

Le mardi 29 septembre, l'équipe du soir des Presses se réunissait et exigeait que le responsable d'atelier vienne s'expliquer. Celui-ci n'a pu que bredouiller des explications incohérentes, et pour cause, car la production exigée aux Presses en octobre (avec une semaine de chômage) est la même que celle d'un mois "normal" (soit 15 000 heures de travail). En plus, il y avait 6 000 heures de retard à rattraper ! Finalement, le ton montant de plus en plus, tout le monde est parti en manifestation dans l'usine aux cris de *"Non au chômage"*, *"Chausson doit payer"*, et cela jusque dans les bureaux du directeur, où tout le monde a vidé son sac : *"Pourquoi les cadres seront-ils payés à 100%, et nous à 50% du brut ?"*, *"Tu payes le beefsteack le même prix que nous. Alors pourquoi est-ce que nous on perdrait ?"*, *"Tu payes à 100%, si tu nous mets en congé ?"*, etc. L'encadrement était dans ses petits souliers, parce que lui non plus n'est pas épargné. Comme pour mieux frapper les esprits et montrer que les mesures prises ne sont pas du chiqué, la direction générale veut licencier le chef du service des Presses lui-même en l'accusant de manque de productivité dans son atelier. La haute hiérarchie fait le ménage dans ses propres rangs.

Le lendemain matin et jusqu'au vendredi 2 octobre, ce fut le tour de toutes les autres équipes et ateliers de l'usine (entretien, tôlerie) et des OS comme des professionnels. Il faut dire que personne n'est dupe de la manœuvre des patrons : depuis plusieurs mois, chacun se doute qu'un nouveau plan de licenciements est à l'étude sur le groupe (ou du moins ce qu'il en reste à Gennevilliers et Creil) et que la direction prépare soigneusement son coup. Pendant ces derniers mois, les cadences de production de la camionnette Renault Trafic (principale production chez Chausson) ont été poussées au maximum. Tous les samedis ont été travaillés et beaucoup se doutaient que des stocks se constituaient, pour le cas où le patron aurait besoin de nous faire chômer. C'est chose faite. Une expression revient dans toutes les bouches : *"C'est une combine politique"*.

Il est vrai que cette décision de faire chômer n'est pas sans provoquer des bavures dans le fonctionnement de l'usine de Gennevilliers. La direction locale se retrouve en pleine illégalité. Elle venait à peine d'obtenir l'autorisation de l'inspection du travail pour faire tourner la ligne de cisaillage les samedis et dimanches en "horaires spéciaux", et cela pour trois mois à cause de "commandes exceptionnelles", que ce même secteur est donc mis en chômage partiel... les mêmes trois mois ! Et pour rajouter à l'incohérence, si ce n'est au culot fou, il faut signaler que ce sont les équipes de semaine qui chômeront, pas celle en "samedi-dimanche". Comprenne qui pourra !

Au bout du compte, à la fin de l'année, les patrons de l'entreprise auront eu leur quota mensuel moyen de véhicules. Même avec les périodes de chômage. Car, outre l'avance prise avant les vacances, les cadences journalières pendant les mois où l'on chôme se maintiennent à un fort niveau. Personne n'est dupe : *"On crèvera au boulot et on crèvera le jour de la paye"*, disent beaucoup.

C'est cela, les *"efforts de productivité"* tant vantés par les patrons : ils sont payés par les travailleurs d'une part, par les fonds publics de chômage de l'autre !

Alors, quelle sera la suite des événements ? A voir... Toujours est-il qu'en ne restant pas sans réagir, les travailleurs de Chausson-Gennevilliers montrent qu'ils n'ont pas baissé la garde, malgré le plan social précédent, qui a vu 900 emplois supprimés depuis juin 1991, la fermeture d'une des deux usines et la réduction à 1600 au total, aujourd'hui, du nombre des salariés.

Correspondant LO

Peugeot-Talbot (Poissy - 78)

LES 4 × 10 UN AVENIR PROMETTEUR !

Lors du dernier Comité d'entreprise, la direction de Peugeot-Talbot à Poissy a annoncé trois jours de chômage technique les 9, 16 et 30 octobre. C'est un de plus qu'en septembre. En septembre, la production journalière a été de 1 346 véhicules. Mais les cadences ne diminueront pas en octobre. Et l'horaire des "4 x 10" continuera.

Et à ce sujet, la direction a tenu à couper court aux rumeurs qui couraient dans les ateliers, sur lesquelles la CGT s'était interrogée récemment dans un tract et auxquelles certains travailleurs commençaient à croire, selon lesquelles on arrêterait les "4 x 10". Car pourquoi arrêter cet horaire ? Certes il y a 13 500 voitures sur les parcs, cela augmente de semaine en semaine. Mais les 4 x 10, *"ça marche très bien"* a osé déclarer la direction lors de ce CE. La preuve, affirme-t-elle : le taux d'absentéisme est moins élevé à Poissy que dans les autres usines du groupe... alors on continue !

Ces affirmations resteraient à vérifier. La direction se garde bien en revanche de parler des vagues de démissions depuis le début des 4 x 10 en avril 1991 : plus de 9 000 travailleurs sont passés à l'embauche, pour environ 1 500 postes de travail, sans compter en plus les milliers d'intérimaires entrés et sortis à une vitesse encore plus grande.

Mais qu'à cela ne tienne, la direction prévoit de conserver cet horaire inhumain *"pendant toutes les années 1990"*. Atteindre le XXIe siècle avec les 4 x 10, voilà un objectif qui n'est certainement pas dans nos pensées.

Hispano-Suiza (Bois-Colombes – 92)

125 NOUVELLES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

La direction d'Hispano-Suiza vient d'annoncer au Comité central d'entreprise un nouveau projet de licenciement collectif pour 1993 à l'usine de Bois-Colombes.

Il s'agirait de 125 personnes des bureaux ou des ateliers, en dehors de la production. Mais la direction a bien précisé "environ", ce qui lui laisse une marge pour augmenter éventuellement le chiffre.

Lors de la grève de février dernier.

De plus, celle-ci parle officiellement d'un départ possible de l'usine si la société AXA, propriétaire du terrain, décidait de le récupérer pour la spéculation immobilière. La direction veut cependant laisser croire à un répit jusqu'en 1997 mais, comme elle parle au conditionnel, cela lui laisse la possibilité de changer d'avis en cours de route.

La direction a réaffirmé son intention de "rationaliser" l'utilisation de la surface afin *"de réduire au maximum les dépenses"*.

La "rationalisation" a déjà commencé dans un secteur comme la Réception/Gare routière. Hispano "liquide" d'ici à la fin de l'année une entreprise extérieure, la SERCOMAT, et demande au personnel Hispano de "se serrer les coudes" pour faire tous ensemble ce travail supplémentaire ! C'est emballé dans une relative douceur, mais la menace est bien réelle pour au-delà de 1993. Cela pourrait "cartonner" encore plus fort !

Le coup de colère du 19 février dernier, où le personnel s'était mobilisé et mis en grève contre des licenciements, a laissé des traces. Mais également la trahison intersyndicale. A l'époque, pour éviter de parler de grève, on baptisa cela "usine morte" et les dirigeants syndicaux avaient appelé à la reprise du travail tout au long de cette semaine de colère.

Aujourd'hui cette trahison empêche presque tout le monde de croire à la volonté de lutte des syndicats.

Le 6 octobre, une nouvelle réunion est prévue par la direction pour "négocier" avec eux les modalités du "plan social" ! La CGT s'y refuse et veut organiser ce jour-là une manifestation devant le siège social.

De plus en plus les gens discutent entre eux et s'interrogent sur la nécessité "d'un grand coup" et l'idée d'une lutte d'ensemble des SNECMA (dont Hispano fait partie) revient souvent dans les discussions, et même l'idée de grève générale.

Correspondant LO

Affimet (Compiègne – 60)

Une caméra cachée dans les vestiaires AUX VOYEURS !

Il y a bien des choses que les travailleurs d'Affimet ont depuis longtemps sur l'estomac. Mais tout dernièrement, ce fut le comble ! Des travailleurs ont découvert une caméra cachée dans un placard des vestiaires pour surveiller les travailleurs. *"Même pour les prisonniers dans leurs cellules, on ne fait pas cela"* disaient certains. D'autres trouvaient le directeur plutôt vicieux, voyeur.

Affimet est une fonderie d'aluminium de moins de 200 ouvriers, qui appartient au groupe Péchiney ; un groupe dont les bénéfices s'élèvent à 782 millions de francs pour le 1er semestre 1992, contre 489 millions l'an dernier ; plus de 80% d'augmentation !

Mais si les actionnaires de Péchiney se portent bien, du côté des ouvriers par contre ça ne va pas du tout.

Les salaires sont insuffisants : à peine plus du SMIC à l'embauche. Bien que moins nombreux depuis le dernier plan de licenciements, ils doivent faire le même travail. Et cela augmente les risques d'accidents. La direction sait faire pression sur les ouvriers accidentés afin qu'ils ne s'arrêtent pas en maladie. Mais mettre en œuvre les moyens pour améliorer les conditions de travail, elle sait beaucoup moins le faire.

En tout cas, la découverte de la "caméra cachée" a déchaîné le mécontentement. Tout le monde ressentait cela comme une "saloperie". Quand un certain nombre de travailleurs sont allés s'expliquer, le directeur et le chef du personnel n'étaient pas fiers. Ils ont tenté de se justifier en prétendant qu'il s'agissait de repérer des voleurs. Mais cela n'a convaincu personne. Ils craignaient surtout de voir tout le monde aller aux grilles, à l'entrée de l'usine, comme cela se fait à chaque fois qu'il y a un coup de colère, un débrayage.

Les travailleurs veulent la démission du directeur et du chef du personnel. Ils ont décidé de porter plainte. *"On veut leur tête"*, disait l'un d'eux. La télévision, la radio se sont largement fait l'écho de tout cela. Et c'est tant mieux. Les travailleurs d'Affimet ne veulent pas laisser passer. C'est une question de dignité.

Snecma (Gennevilliers – 92)

LICENCIEMENTS À LA SERCOMAT

Dans le cadre de sa campagne d'économies tous azimuts, la direction de la SNECMA s'attaque aujourd'hui aux entreprises extérieures travaillant pour elle.

A Gennevilliers, elle prétexte une baisse de charges pour imposer à la SERCOMAT (une entreprise extérieure chargée du déplacement des pièces) de réduire ses effectifs de manière importante. La direction de la SERCOMAT ne s'est pas fait prier. Elle a annoncé il y a trois semaines à cinq travailleurs du chantier leur licenciement. La direction SERCOMAT leur proposait de partir en touchant juste leurs indemnités légales de licenciement, c'est-à-dire environ 2 000 F, vu leur faible ancienneté.

Tant la direction de la SNECMA que celle de la SERCOMAT devaient penser que ces licenciements passeraient comme une lettre à la poste, du fait de l'isolement des entreprises extérieures. Mais la vingtaine de travailleurs de la SERCOMAT voulaient réagir. Le jeudi 24 septembre, ils organisaient un défilé impromptu dans l'usine, montés sur leurs fenwicks et klaxonnant à tout-va, exigeant un entretien avec le directeur de Gennevilliers. Ce qu'ils obtenaient sans mal, vu l'ambiance qui régnait devant le bâtiment administratif.

Encouragé par cette première réaction, un petit groupe de 5 à 6 d'entre eux s'adressait les jours suivants aux autres entreprises extérieures, menacées elles aussi de "dégraissage". Il faut dire qu'à Gennevilliers, sur les 2 800 salariés, 300 appartiennent à ces entreprises prestataires de services.

L'initiative a reçu un accueil chaleureux, même si bien sûr l'idée de riposter tous ensemble, travailleurs de la SERCOMAT, des autres entreprises extérieures et même et surtout travailleurs de la SNECMA, n'a pas suffisamment fait son chemin pour inquiéter réellement la direction. Cette dernière a pu d'autant plus facilement réaliser son objectif, même si elle a dû lâcher 10 000 F supplémentaires d'indemnités par licencié.

Cela dit, une minorité de travailleurs a compris la nécessité de s'adresser à tous pour avoir une chance de gagner dans des conflits de cet ordre. Une expérience qui n'est pas perdue.

Correspondant LO

Voir

Agantuk
(le visiteur)
de Satyajit Ray

Agantuk est le dernier film du réalisateur indien Satyajit Ray, décédé au printemps dernier. Comme dans ses deux films précédents (*Ganashatru* et *Les branches de l'arbre*), il porte un intérêt passionné à tous ses personnages qu'il met en scène et il reste fidèle à ses convictions humanistes. Sans se dire marxiste, Satyajit Ray affirmait que tous ses amis l'étaient. Dans ses films, il s'attaquait aussi bien à l'affairisme et à la corruption régnant au Bengale qu'à l'obscurantisme religieux et aux traditions réactionnaires.

L'action a pour cadre le milieu de la petite bourgeoisie aisée de Calcutta. Un couple d'une trentaine d'années vit confortablement avec son fils et deux serviteurs silencieux. Mais un oncle, qui a quitté le Bengale depuis trente-cinq ans pour parcourir le monde, manifeste le désir d'être reçu par sa nièce.

Ce visiteur impromptu et non conformiste crée une belle perturbation. Si la femme, plutôt affable, ne veut pas trahir les devoirs de l'hospitalité, elle est tout de même troublée par les arguments de son mari, qui suspecte chez cet "oncle" un imposteur cherchant peut-être à rafler une part d'héritage. Seul le gamin est ravi et accorde sa confiance à cet oncle (ou pseudo-oncle) venu d'Amérique et qui explique si bien l'éclipse du soleil.

Le mari met au point divers stratagèmes pour découvrir l'identité réelle du visiteur. Celui-ci lui tend son passeport, mais s'empresse d'ajouter avec ironie qu'étant donné la corruption qui règne en Inde, il est très facile de se procurer un faux passeport. Le mari fait alors venir des amis pour l'aider à confondre l'éventuel imposteur. Confronté à un acteur peu astucieux puis à un avocat retors et agressif, le visiteur en profite alors pour démasquer les hypocrisies et les préjugés de tous ces petits bourgeois superficiels et méprisants.

Satyajit Ray a sans doute mis beaucoup de lui-même dans le personnage du visiteur, un homme fier, plein d'humour et désireux d'authenticité dans les relations humaines.

Jean-Pierre CALVI

Lire

LA CANNE AUX RUBANS
de Jean Grangeot

Ce roman se présente comme l'autobiographie d'un "compagnon du Tour de France", Adolphe Bernardeau (1867-1952), surnommé "Blois". Toute sa vie est marquée par le compagnonnage, que symbolise la canne ornée de rubans que reçoit l'initié. L'auteur en décrit les coutumes, l'apprentissage, l'argot, les rites et cérémonies, les rivalités entre les diverses obédiences (Indiens, Soubises et autres) et surtout la solidarité fraternelle et l'entraide entre compagnons.

D'abord charpentier, "Blois" fait son Tour de France, tout en étudiant avec acharnement. Il devient vite ingénieur, chef de chantier et finalement entrepreneur. Car le compagnonnage est une solidarité de métier, et non de classe. Blois sait se faire respecter des patrons incorrects, mais il est solidaire des "bons" patrons, qui d'ailleurs sont souvent d'anciens compagnons. Cette solidarité se prolonge tout naturellement au sein de la franc-maçonnerie. Dans sa loge franc-maçonne, Blois retrouve tous ses "singes". En revanche, il n'apprécie guère le syndicalisme, moins catégoriel, qui se développe en cette fin du XIX^{e} siècle.

Cette époque est aussi celle du nationalisme et de l'expansion coloniale. Blois est franchement nationaliste. Belges, Anglais, Portugais et Allemands ne sont pas flattés sous sa plume. Et mieux vaut ne pas parler des "indigènes" ! Seuls trouvent grâce à ses yeux les Roumains ; il est vrai qu'il se marie en Roumanie et y passe toute sa vieillesse. Quant à la guerre de 1914, c'est pour lui l'occasion de brasser de grosses affaires et de s'enrichir des commandes de guerre, tandis que ses trois frères meurent dans les tranchées.

L'autobiographie de Blois nous promène tout au long de la IIIe République, de Lille au Zambèze, de Bilbao à Bucarest. Elle évoque la vie ouvrière, la haine des curés et des nobles encore tout-puissants en province, les expositions universelles de 1889 et 1900 à Paris. Les épisodes sont parfois cousus de fil blanc, mais toujours alertes et bien documentés. Corporatiste, misogyne, moralisant, nationaliste, ambitieux et réactionnaire en politique, le héros ne manque pas de présence et campe de façon assez convaincante ce personnage d'ouvrier qualifié, tournant le dos à la conscience de classe, et à qui le compagnonnage et la franc-maçonnerie ont pu fournir un cadre pour s'intégrer, à la force du poignet, aux rangs de la bourgeoisie.

Vincent GELAS

La canne aux rubans - Une vie hors du commun, ***de Jean Grangeot - éd. Manya - 366 pp. - 129 F.***

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

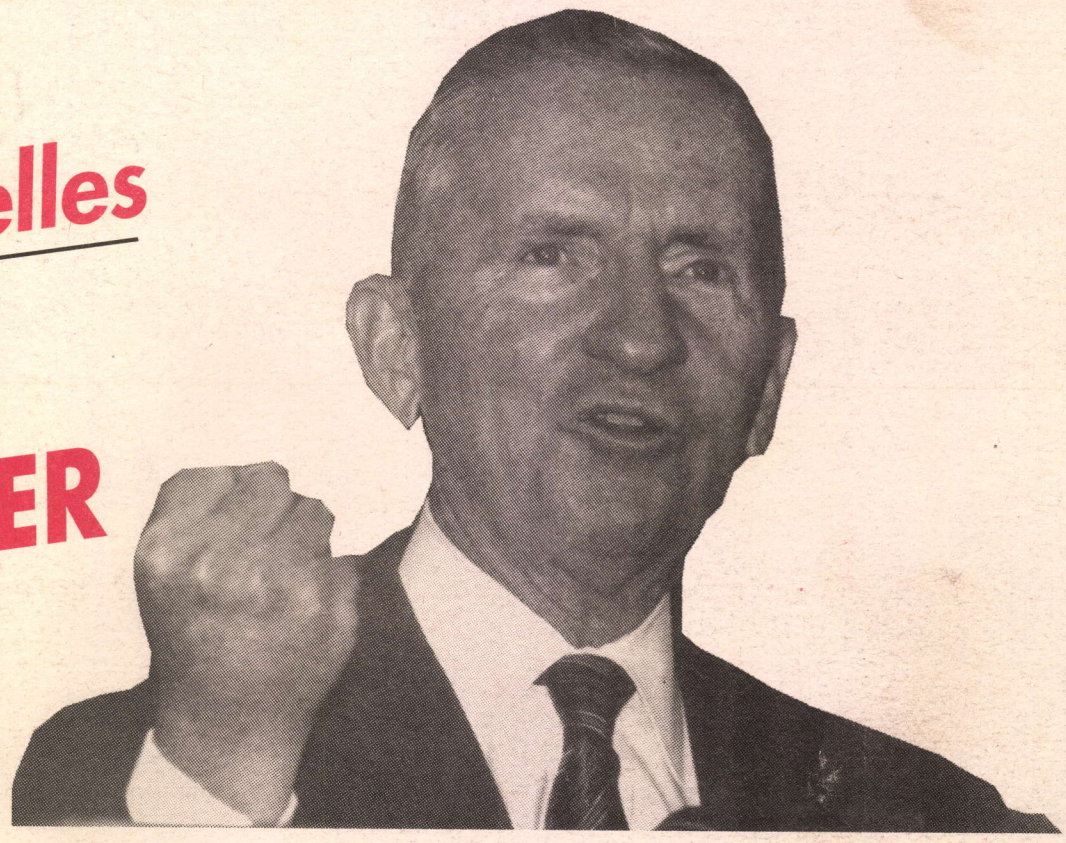
BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

USA

Élections présidentielles

PEROT REVIENT POUR FAIRE PASSER L'AUSTÉRITÉ



AFP

Le show des élections présidentielles américaines vient de rebondir avec le retour de Ross Perot dans la course à la Maison-Blanche.

Parmi les premières explications avancées pour ce retour, il y aurait l'"ego" du candidat Perot. Ce milliardaire américain aurait une très haute opinion de lui-même et n'aurait pas encaissé, après sa défection de juillet dernier, de se faire traiter de couard et de dégonflé par ses électeurs potentiels. Son orgueil n'aurait fait qu'un tour et il aurait décidé, *"à la demande générale de ses partisans"*, de venir rejouer les trublions dans un de ces navets dont les politiciens ont le secret : "Le retour de Perot".

Avec le poids de son fric...

En fait d'un "moi" prononcé, ce milliardaire texan a surtout les moyens, à coups de milliards gagnés avec la sueur des autres, de s'offrir au prix fort une participation dans une campagne électorale.

Mais il s'agit des présidentielles, et Perot n'a aucune chance d'être élu. Son retour va pourtant lui coûter la bagatelle de dizaines de millions de dollars. Alors, pourquoi dépenser une telle somme ?

Lors de la première partie de sa campagne, celle d'un milliardaire grande gueule jouant les protestataires, mais militant pour une politique d'austérité dont la classe ouvrière serait la première victime, une orientation tout à fait cohérente avec sa personnalité de chef d'entreprise autoritaire se mêlant y compris de la vie privée de ses employés, sa candidature lui avait ramené d'après les sondages près de 30% des voix, dont la plus grande part venait des électeurs de Bush, le président sortant.

Des tractations dans la coulisse n'avaient pas été étrangères à sa sortie du jeu électoral le 17 juillet dernier. En effet, lui restant, on ne donnait alors pas cher de la suite de la carrière de Bush. Mais surtout il démontrait l'usure du mécanisme électoral américain, avec l'alternance aux affaires des Démocrates et des Républicains, présenté au monde entier comme un modèle de système politique démocratique capable de préserver éternellement les intérêts des possédants, où allait-on, si un trublion fortuné pouvait ainsi faire grimper les sondages en sa faveur et faire s'interroger sur l'utilité des machines électorales que sont les Partis Démocrate et Républicain ?

Il est difficile de savoir si le retour de Perot est le fruit d'un choix personnel, possible grâce à l'assurance que lui donne sa fortune personnelle, ou si c'est le fruit de nouvelles tractations dans la coulisse, avec financement à la clé, pour assurer l'élection de tel ou tel des deux autres candidats. Et, en l'occurrence, plutôt Clinton contre Bush, puisque les premiers sondages, quelle qu'en soit la valeur limitée, s'ils ne lui accordent que 7%, créditent Clinton de 52% pour seulement 35% à Bush. Il est donc possible que dans certains Etats sa présence contribue à faire changer les majorités. Mais son retour a une autre raison.

.. Perot entend peser pour une politique de plus grande austérité après les élections

Toujours aussi tonitruant, car moins tenu d'agir en politicien responsable que ses deux adversaires et donc de mesurer son langage, Perot les attaque sur un point sur lequel ils sont restés assez vagues : comment combattre le déficit budgétaire. Cette prudence, toute politicienne, est traitée d'inertie par Perot qui crie : *"La dette nationale ressemble à une tante démente que l'on cache dans le sous-sol : tout le voisinage est au courant, mais personne ne veut en parler"*. Perot, lui, entend le faire. Il a un plan pour s'y attaquer. Un plan dont les travailleurs américains pourraient dire "on a déjà donné !", car c'est un plan d'austérité qui entend, par une série de coupes claires dans les budgets sociaux ou par des impôts nouveaux, réduire le déficit budgétaire américain (l'équivalent de 20 000 milliards de francs, 15 fois le budget de l'Etat français) d'environ 20% de ce montant.

Principale cible des réductions : Medicaid et Medicare, des programmes de santé gouvernementaux destinés aux plus pauvres et aux personnes âgées. Principal impôt supplémentaire : des taxes sur l'essence. Ces deux postes assureraient près de 50% des économies envisagées. Le reste, ce serait d'autres impôts sur les salaires, des réductions des aides aux agriculteurs, des suppressions de programmes industriels liés aux commandes gouvernementales, avec pour conséquence d'augmenter le nombre des chômeurs, etc. Et si Perot ne cesse d'expliquer que chacun doit se sacrifier, dans les faits sa politique entraînerait surtout un appauvrissement supplémentaire pour la classe ouvrière américaine.

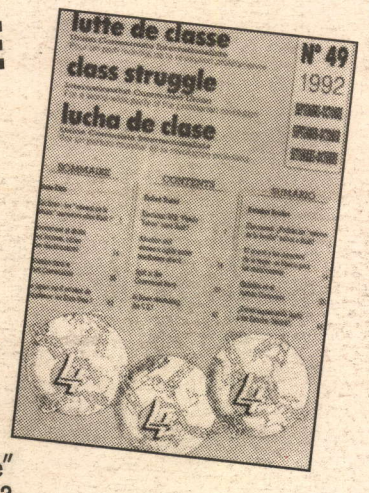
Or, si la politique de Perot reprend 16 des 19 propositions de rigueur de la Commission du budget du Congrès américain, c'est que ce défenseur "en direct" de la bourgeoisie, même s'il n'a aucune chance d'être élu, entend peser sur le résultat des élections, dans le sens d'une plus grande austérité. S'il reste jusqu'au bout de cette dernière ligne droite de la campagne (l'échéance est le 3 novembre), pour peu que son résultat ne soit pas trop ridicule (il suffirait qu'il fasse 10% des voix), Perot deviendra le vrai gagnant des élections, en ce sens que les voix portées sur lui serviront à cautionner "démocratiquement" la politique d'austérité que mènera de toute façon le vainqueur de ces élections, qu'il s'appelle Bush ou Clinton, car c'est la seule politique que la bourgeoisie américaine peut mener dans la crise économique actuelle.

Ainsi, le futur président des Etats-Unis pourra se réclamer des voix qui se sont portées sur Perot pour dire que les électeurs américains ont approuvé par avance sa politique d'austérité. Et, qu'il se soit concerté ou non avec ses pairs, les chefs d'entreprise, c'est bien dans ce sens que Perot pèse aujourd'hui dans la campagne électorale américaine. Cela n'annonce rien de bon pour la classe ouvrière.

Jacques FONTENOY

LUTTE DE CLASSE

SEPTEMBRE-OCTOBRE 1992 (N°49)



Au sommaire :

Etats-Unis

– Elections : les "valeurs de la famille" sauveront-elles Bush ?
– Avortement et droits des femmes, cibles des réactionnaires
- Scission dans le Parti Communiste
– Le Japon est-il en train de supplanter les Etats-Unis ?

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995